

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2018
Perspectives 2019

N° 498
18 €

Économie de l'élevage



2018 : Reprise de la production en France 2019 : Année de tous les paradoxes

- LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE - La collecte française atteint un niveau record
- LA VIANDE OVINE EN FRANCE - La consommation continue de s'éroder malgré la légère hausse de la production
- LA VIANDE OVINE DANS L'UE ET DANS LE MONDE
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des revenus plutôt à la baisse

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Benoît BARON, Vincent BELLET, Marie CARLIER, Philippe CHOTTEAU, Emmanuel MORIN.

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Jean-François BATAILLE, Louis-Marie CAILLEAU, Catherine DE BOISSIEU, Sabine DELMOTTE, Carole JOUSSEINS, Maxime MAROIS, Gilles SAGET, Gérard SERVIÈRE.

REMERCIEMENTS :

Cette publication est rédigée avec l'appui des interprofessions des brebis laitières, à travers le partage de données quantitatives et qualitatives. Nous remercions pour leur soutien l'Association interprofessionnelle du lait et produits laitiers de Brebis Pyrénées-Atlantiques, la Confédération Générale de Producteurs de Lait de Brebis et des Industriels de Roquefort et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine Corse.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

Filière allaitante

Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Maeva ANTHEME (CA 26), Maurane BEAUMONT (CRA Pays de la Loire), Marie-Line BARJOU (CA 87), Jean-Claude BAUP (CA 32), Mélanie BEAUMONT-VERNIÈRE et Marion JACOB (CA 63), Dominique CANDAU (CA 88), Pascal CARILLET (CA 55), Manon CORTEZ (CA 30), Sonia CROCHET (CA 47), Dominique DELMAS (CA 12), Sabine DELMOTTE (CA 02), Alain DEMOULIN (CA 51), Sylvie DENIS (CA 19), Claire DOUINE (CA 76), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Jean-Pierre DUGAT (CA 33), Bertille ERIDAN (CA 59-62), Benoît ESMANGIAUD (CA 06) Laurent FICHET (CRA Pays de la Loire), Aurore GERARD (CA 21), Alain GOUEDARD (CRA Bretagne), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Claire GUYON (CA 84), Gérard HOPPENREYS (CA 79), Laurent KELLER (CA 54), Elodie LAGIER (CA 05),

Jean-Pierre MARY (CA 04), Anne-Julie METIVIER (EDE 81), Stéphane MIGNE (CRA Pays de la Loire), Lucien PAGES (CRA Occitanie), Philippe POUCHERET (CA 11), Stéphane PYPE (CA 60), Christophe RAINON (CA 58), Anne REEB (CA 31), Marine ROSSELLE (CA 52), Aline ROULEAU (CA 08), Alice SALOMON (CA 46), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CA 67-68), Danielle SENNEPIN (CA 23), Christelle VAILLANT (CA 57), François VALENTIN (CA 48), Fabrice VASSORT (CA 43), Bernadette VIGNAUD (CA 03).

Filière laitière

Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Sandrine MERLIN (CA 64), Lauréline DROCHON (Confédération de Roquefort), Claudine MURAT (CA 12), Nathalie RIVEMALE (CA 48), Jean BEUDOUD (CA 64), Mathias DUHART (CA 64), Bruno LIQUIÈRE (Confédération de Roquefort), Jean-Claude MATHIEU (EDE 81), Jean-Michel NOBLIA (CDEO 64), Gilles NOUBEL (UNOTEC), (UNOTEC), Violaine SALAUN (CA 64).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture, Confédération Nationale des Éleveurs

2018 : Reprise de la production en France

2019 : Année de tous les paradoxes

L'époque est paradoxale. L'Europe du Nord, France incluse, a été affectée par une grave sécheresse l'été dernier. Mais la situation peut être pire ailleurs. Ainsi, les périodes d'agnelage ont été particulièrement délicates outre-Manche en 2018, tant au Royaume-Uni qu'en Irlande, limitant d'autant les disponibilités en agneaux. Aux antipodes, l'Australie doit vivre sécheresse après sécheresse.

Paradoxe encore : le cheptel français semble enfin rebondir, mais les revenus des exploitations ne sont pas au rendez-vous, pénalisés par la sécheresse dans le grand tiers Nord-Est, et partout par la hausse des cours des grains et de l'énergie, malgré de bons prix de la viande au premier semestre 2018. La collecte laitière a connu quant à elle un regain de +2%, mais surtout hors interprofessions régionales.

Paradoxe toujours : les perspectives de production de viande ovine sont à la baisse pour 2019 en Océanie, malgré les bonnes conditions d'agnelage en Nouvelle-Zélande. Alors même que la demande chinoise devrait continuer à croître, et sans doute très fortement : elle sera boostée par l'épizootie de fièvre porcine africaine. Celle-ci aboutit à des abattages massifs de truies et à la défiance des consommateurs chinois qui devraient se reporter massivement sur d'autres sources de produits carnés.

En Europe, la production d'agneaux est aussi attendue en baisse dans tous les grands pays producteurs, notamment en Irlande, mais aussi au Royaume-Uni et en Espagne. Parmi les grands pays ovins, la France pourrait bien être le seul à tirer son épingle du jeu. Le tout sous la menace que fait peser un Brexit sans accord, avec les gros freins aux échanges que cela induiraient. Faut-il rappeler que la consommation française dépend pour près d'un quart des importations d'agneau britannique ?

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

La collecte française atteint un niveau record

10/ LA VIANDE OVINE EN FRANCE

La consommation continue de s'éroder, malgré la légère hausse de la production

16/ LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Stabilisation de la consommation européenne en 2018

24/ LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

Record d'exportations océaniques qui se focalisent sur la Chine

28/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Spécialisés ovins viande
 - Fourragers intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du bassin de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

38/ PERSPECTIVES 2019

Vers une stabilisation de la consommation en France ?

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

HIVER 2017/2018



En décembre, recul du cheptel français de brebis et agnelles saillies de -2,7% /2016, à 5,21 millions de têtes.



Dans le Sud-Est, suite à la sécheresse de 2017, les granges sont vides, le foin et la paille sont rares et chers.



Mortalité élevée pendant la période d'agnelage au Royaume-Uni.

Les conditions climatiques froides et humides pénalisent la production britannique pour l'ensemble de l'année.



Baisse saisonnière des cours peu marquée en début d'année.

Les disponibilités limitées en agneaux issus du cheptel allaitant et la hausse des prix à l'import soutiennent les cours. À 6,75 €/kg de carcasse, la cotation de l'agneau français atteint ainsi un niveau quasi record avant Pâques.



L'alternance de pluie et de chaleur retarde la mise à l'herbe et pénalise souvent la qualité des foins.

PRINTEMPS



Fête de Pâques
le 1^{er} avril.

Les lactations à l'herbe
sont pénalisées par
les conditions météo
du début de printemps.



Mois du Ramadan
du 16 mai au 14 juin.

Validation des mandats de
négociation entre l'UE à 28
et la Nouvelle-Zélande
et l'Australie.

Les discussions en vue d'accords de
libre-échange peuvent officiellement
commencer.



Le cheptel repro-
ducteur néo-
zélandais se replie

de -3%/juin 2017,
à 19,1 millions de brebis
et agnelles saillies.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

ÉTÉ



Le prix des grains remonte, et celui de la paille flambe dans certaines régions.



Le manque d'herbe lié à la sécheresse conduit les éleveurs à puiser dans les stocks prévus pour l'hiver.

Dans le Centre-Ouest les agneaux d'herbe sont rentrés pour une finition en bergerie et des ventes précoces.



Fête de l'Aïd El-Kébir le 21 août.

L'IPAMPA remonte tout au long de l'année et dépasse ses niveaux de 2012 à partir de septembre.



Septembre 2018 est le mois le plus sec des 70 dernières années selon Météo France.



À près de 289 millions de litres sur la campagne 2017/2018, la collecte de lait de brebis progresse de +2,4% par rapport à l'année précédente.

AUTOMNE



La sécheresse persistante pénalise les semis d'automne et les levées de certaines cultures. Elle pourrait aussi impacter les résultats des agnelages du printemps 2019.



Les attaques de loup progressent toujours,

avec 3 674 attaques recensées en 2018 (+14% /2017), pour 12 515 pertes (+5%), réparties dans 31 départements. Elles se généralisent sur l'année et se rapprochent du siège des exploitations.



Le cours de l'agneau plafonne, faute de demande. Le manque de consommation et la hausse de la pression à l'import pèsent sur la cotation.



Le Conseil européen approuve l'accord de retrait

finalisé par les négociateurs de l'UE et du Royaume-Uni. Le vote du Parlement britannique sur cet accord de divorce est en revanche reporté à 2019, pour un « Brexit » prévu initialement le 29 mars minuit mais sans cesse reporté par Westminster.

2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE



La collecte française atteint un niveau record

À près de 289 millions de litres sur la campagne 2017/2018 (1^{er} nov. 2017 au 31 oct. 2018), la collecte nationale de lait de brebis établit un niveau record, en hausse de plus de +2% par rapport à la campagne précédente. Cela tient à la très forte dynamique de la collecte hors des trois Interprofessions régionales, alors qu'elle a reculé en Corse, a été stable dans les Pyrénées-Atlantiques et s'est légèrement accrue sur le Rayon de Roquefort. Le marché des produits laitiers de brebis se stabilise, le succès des pâtes fraîches et des ultra-frais compensant les baisses connues sur les pâtes pressées cuites. Le marché du Roquefort continue de se contracter.

CHEPTEL 2018

BREBIS ET AGNELLES LAITIÈRES SAILLIES

Suite à un changement de périmètre d'étude dans l'enquête cheptel du SSP, le cheptel français de brebis et agnelles saillies laitières a été revu à la hausse sans qu'il ne soit possible de chiffrer cette évolution par rapport aux années précédentes.

1 607 000

C'était le nombre de brebis et agnelles laitières saillies en France en novembre 2018.

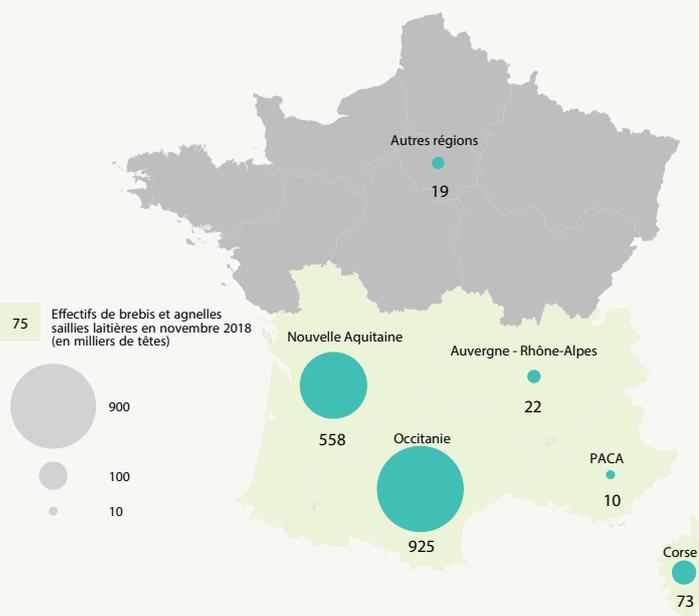
Un cheptel laitier très concentré géographiquement

Trois régions concentrent près de 97% des brebis laitières françaises : l'Occitanie avec 925 000 têtes en regroupe 58% à elle seule, devant la Nouvelle-Aquitaine (558 000 têtes ; 35%) et la Corse (73 000 têtes ; un peu moins de 5%). Au sein de ces régions, les effectifs sont également très localisés : en Occitanie dans le rayon de Roquefort, zone de production de l'AOP éponyme, et en Nouvelle-Aquitaine dans les Pyrénées-Atlantiques autour de l'AOP Ossau-Iraty.

Les quelques 3% de brebis laitières restantes se répartissent pour 2/3 entre les régions Auvergne-Rhône-Alpes et PACA, seules autres régions dépassant les 10 000 têtes, tandis que les 8 autres grandes régions, situées plus au nord, ne regroupent que 19 000 têtes toutes ensemble.

Développement du cheptel Bio

Le cheptel national de brebis laitières élevées en bio continue de croître rapidement, d'après les données de l'Agence Bio. En 2017 (dernière année disponible), il s'est accru de +19% à près de 112 000 têtes (dont un peu plus de 6 000 brebis encore en conversion), soit 9% du cheptel laitier national. Parmi toutes les productions animales françaises, la production ovine laitière est celle qui a le plus fort taux d'animaux engagés en agriculture biologique. Le nombre d'exploitations de brebis laitières certifiées ou en conversion a progressé au même rythme que l'année précédente (+15%) et a passé la barre des 500 exploitations (509 dont 486 déjà agréées bio).

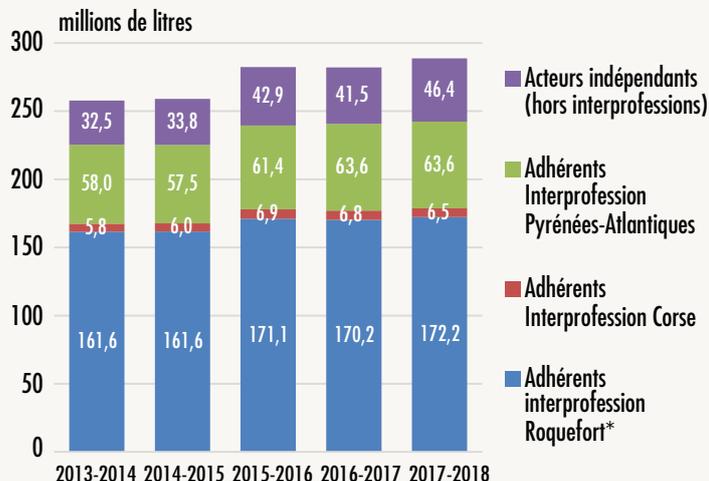


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP (enquêtes cheptel de novembre 2018)
Cartographie Cartes & Données - © Artique

COLLECTE 2018 EN FRANCE

COLLECTE DE LAIT DE BREBIS

La collecte française de lait de brebis (donnée FranceAgriMer) a augmenté de plus de +2% sur la dernière campagne (1^{er} nov. 2017 au 31 oct. 2018), atteignant ainsi un niveau record.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et interprofessions

*La réorganisation de la filière Roquefort amène l'Interprofession à prendre désormais en compte les volumes collectés tout au long de l'année. Dans un souci de cohérence de la série, les volumes indiqués pour 2014-2015 et 2015-2016 sont issus des enquêtes FranceAgriMer auprès des fabricants de Roquefort.

289 millions de litres

C'est la collecte française de lait de brebis sur la campagne 2017/2018.

Sur le Rayon de Roquefort, le volume collecté par les fabricants membres de l'interprofession a dépassé les 172 millions de litres, une hausse de 2 MI par rapport à la campagne précédente qui permet d'atteindre le plus haut niveau de collecte des dix dernières années. Depuis la suppression en 2016 des Volumes Individuels de Référence et la réorganisation de la filière, la collecte n'est plus redescendue sous la barre des 170 millions de litres.

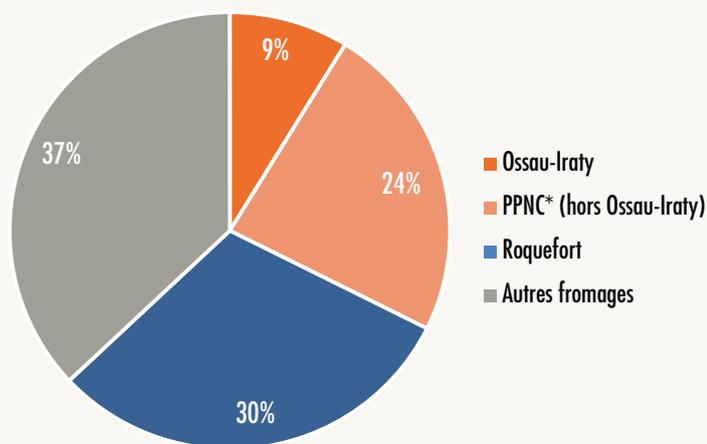
La collecte mesurée par l'interprofession des Pyrénées-Atlantiques a été stable d'une année sur l'autre à 63,6 millions de litres, tandis qu'elle s'est érodée en Corse, tombant à 6,5 millions de litres (-4%).

La différence entre la collecte nationale de FranceAgriMer et les données des interprofessions régionales nous permet d'estimer la collecte des acteurs indépendants à plus de 46 millions de litres (+12%). Il est admis par les observateurs que ces volumes pourraient encore être sous-estimés bien qu'ils aient été revus à la hausse dans les dernières enquêtes de FranceAgriMer. La constitution en cours de l'association France Brebis Laitière, qui ambitionne de fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, devrait permettre à terme de disposer de données plus fiables.

FABRICATIONS 2018 EN FRANCE

FABRICATIONS DE FROMAGES PUR BREBIS

Un peu moins de 56 900 tonnes de fromages de brebis ont été fabriquées en France en 2018, un volume en léger recul par rapport à l'année 2017.



*Pâtes Pressées Non Cuites

*Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

17 400 t et 5 000 t

Ce sont les fabrications respectives de Roquefort et d'Ossau-Iraty en 2018.

Les fromages représentent de loin le débouché principal pour le lait de brebis : de 80 à 85% des volumes. Le reste est principalement composé de fromages au lait de mélange et de produits ultra-frais qui connaissent un développement rapide mais difficile à mesurer. Selon les données FranceAgriMer, les fabrications d'ultra-frais de brebis auraient progressé de +4% en 2018, tandis que selon le panel IRI, les ventes en grandes surfaces auraient bondi de +12% /2017.

Les PPNC (Pâtes Pressées Non Cuites : Ossau-Iraty, tommes...) avec 33% des fabrications en 2018 (18 400 t) connaissent une bonne dynamique (+4% /2017). Les fabrications de Roquefort (17 400 t) ont marqué une pause en 2018 (+0,1%), rompant une tendance baissière depuis quelques années.

Les autres fromages (en saumures, pâtes molles...), qui pèsent pour 37% des tonnages totaux, auraient reculé de près de -6% d'une année sur l'autre.

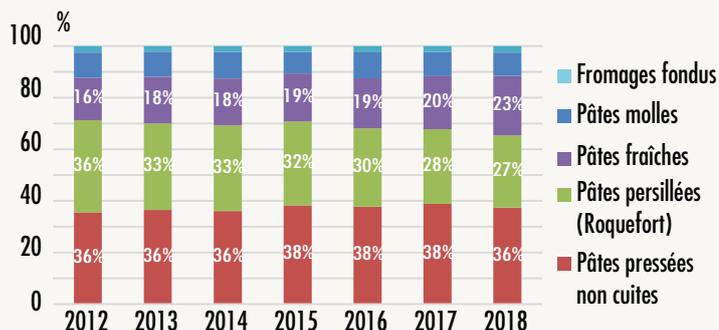
Il est à noter que le lait conditionné de brebis se développe également avec l'apparition de nouvelles références, mais les volumes fabriqués restent confidentiels : faibles et soumis au secret statistique faute d'opérateurs.

Les produits laitiers de brebis à base de lait biologique ont connu des évolutions contrastées selon les produits d'après FranceAgriMer. Ainsi, alors que les fabrications de fromages et fromages frais auraient été dynamiques (+10% /2017) à respectivement 962 et 2 515 tonnes, celles de yaourts et autres ultra-frais auraient reculé de -10%, à 6 700 tonnes.

2 LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

CONSOMMATION 2018 EN FRANCE

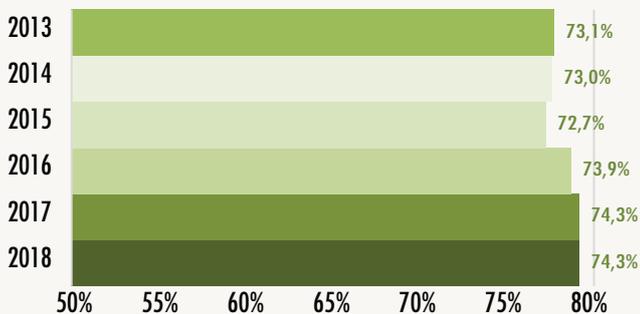
ACHATS DE FROMAGES DE BREBIS PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar World Panel/FranceAgriMer

*Le panel Kantar relève les achats des ménages pour la consommation à domicile grâce à un panel d'acheteurs. Il n'intègre pas la restauration hors domicile (restaurants, cantines, hôpitaux) ni les achats « inhabituels » (en gros, vacances...).

TAUX DE PÉNÉTRATION DU MARCHÉ FRANÇAIS PAR LES FROMAGES DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar World Panel

*taux de pénétration du marché français : part des ménages français ayant acheté du fromage de brebis en 2018.

En 2018, les achats de fromages de brebis par les ménages se sont stabilisés grâce à la bonne dynamique des pâtes fraîches.

Le marché des fromages pur brebis a peu évolué en 2018 selon l'indicateur Kantar* : il a progressé de +0,5% /2017 en volume, après un bond de +5,5% un an auparavant, à un prix moyen proche de 15,2€/kg (+0,9%).

Les achats de PPNC ont marqué le pas (-3,5% en volumes) et leur part a été ramenée à 36% des tonnages vendus. Le dynamisme du segment des pâtes fraîches (+9 % /2017), principalement de type fromages pour salade, a été un relais de croissance. Ces fromages pèsent désormais pour près de 23 % des achats de fromages de brebis par les ménages, soit 7 points de plus qu'en 2012.

Les achats de Roquefort ont encore reculé (-1,4 % /2017). Son taux de pénétration a perdu presque un point en un an (46,9 % sur 2018). Les ventes de Roquefort sous marques nationales (60% des achats) ont pourtant progressé (+5,1% /2017) mais aux dépens d'un fort recul des marques distributeurs (-26%).

74,3% des ménages français ont acheté du fromage de brebis en 2018, un chiffre stable par rapport à 2017.

Le taux de pénétration* des fromages de brebis est stable en 2018. et se caractérise toujours par un niveau plus élevé chez les seniors et classes de revenus supérieurs.

D'après une étude de CSA Research pour le compte de FranceAgriMer publiée en novembre 2018, les produits laitiers au lait de brebis jouissent d'une bonne image auprès des consommateurs qui leur attribuent une note de 7,4/10 (supérieure de 0,1 point aux produits laitiers au lait de chèvre). Si la notoriété des fromages de brebis a augmenté ces dernières années et que les consommateurs les associent aussi bien aux notions de plaisir que de santé, leurs prix élevés et le manque de présence à l'esprit constituent encore des freins au développement de leur consommation.

EXPORTATIONS FRANÇAISES 2018

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE ROQUEFORT



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

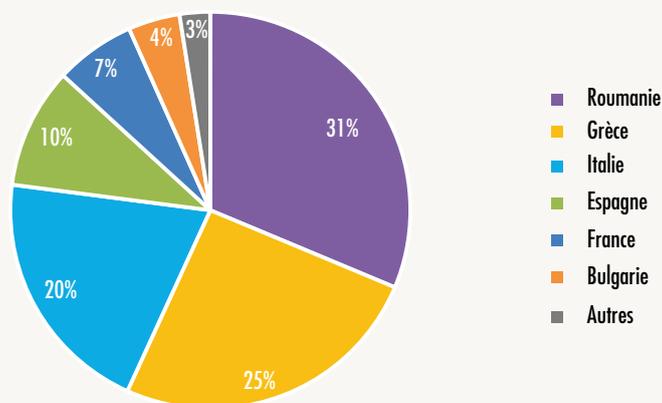
Les exportations de Roquefort ont reculé de 320 tonnes en 2018.

Si le Roquefort reste un produit largement diffusé (29 pays en ont importé plus de 5 tonnes en 2018, 2 de moins qu'un an plus tôt), ses exportations ont reculé en 2018 à 3 700 tonnes. L'Espagne est restée de très loin la première destination avec 1 020 tonnes (-5% /2017). À l'exception de la Belgique qui en a importé plus (+6%), s'affirmant ainsi comme le deuxième marché pour la deuxième année consécutive, les principaux pays clients ont presque tous réduit leurs importations. Le retour des achats étatsuniens aux valeurs de 2016 (-37% /2017) explique à lui seul la perte de 138 tonnes sur les 320 de perdues. Mais les données fournies par les fabricants auprès de l'INAO évoquent un recul moindre des exportations de Roquefort, de l'ordre de -4,5%. Pour les États-Unis, ce recul serait nettement moins prononcé, à seulement -6%.

UNION EUROPÉENNE

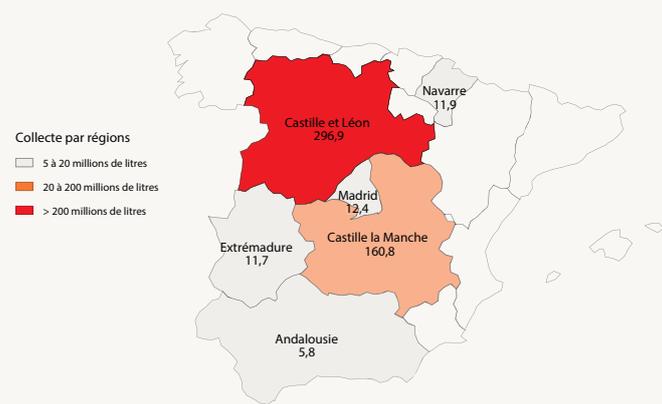
La France occupe le 5^{ème} rang européen en termes de cheptel et de production de lait de brebis, mais arrive en 4^{ème} place pour la collecte. Elle est le 3^{ème} pays exportateur de fromages de brebis derrière la Grèce et l'Italie.

CHEPTEL EUROPÉEN DE BREBIS LAITIÈRES FIN 2018



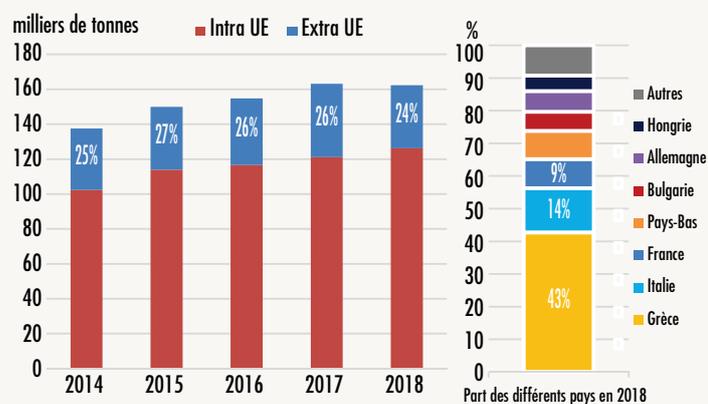
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COLLECTE EN ESPAGNE (EN MILLIONS DE LITRES)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEAGA
Cartographie Cartes & Données - © Artique

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE FROMAGES DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

*Ce chiffre n'inclut pas les exportations espagnoles de Manchego, qui dépasseraient selon des sources nationales les 8000 t par an. Celles-ci sont confondues avec d'autres fromages, pas forcément des purs brebis, sous un même code douanier (NC8 : 04 06 90 99).

À 24,8 millions de têtes fin 2018, le cheptel européen de brebis et agnelles laitières saillies a diminué de -0,6 %/2017, malgré la réévaluation à la hausse du cheptel français.

Le cheptel européen de brebis laitières est concentré dans le sud de l'UE. Les trois premiers pays réunissent à eux seuls plus des ¾ des effectifs. Avec près de 7,8 millions de têtes fin 2018, la Roumanie se situe devant la Grèce (6,1 millions de têtes) et l'Italie (5 millions de têtes). Le premier enregistre une nouvelle croissance de son cheptel de +2% en 2018 et de +17% depuis 2010 ! Les deux autres ont subi un nouveau repli de leurs effectifs (-2%/2017) qui s'inscrit dans une baisse tendancielle avec respectivement -5% et -7% depuis 2010. Au 4^{ème} rang, le cheptel espagnol s'est légèrement accru en 2018 (+0,3% à 2,43 millions de têtes), et fait preuve d'une certaine stabilité depuis 2011 alors qu'il s'était fortement érodé auparavant.

À noter que sur la fin d'année, des foyers de fièvre catarrhale ovine ont été découverts en Sardaigne, région qui concentre à elle seule la moitié du cheptel italien de brebis laitières. Cela s'ajoute à une crise du prix du lait et contribue à renforcer la déprime chez nos voisins transalpins.

À 514 millions de litres en 2018, la collecte espagnole de lait de brebis, la 2^{ème} en UE (derrière la Grèce à 650 MI) s'est montrée relativement stable (+1 MI, soit +0,4%). Le prix du lait a chuté à 816 €/1 000 l (-9%) du fait d'une dégradation de la composition.

Malgré un prix qui s'est fortement érodé ces deux dernières années (-77 €/1 000 l comparé à 2017 et -87 € par rapport à 2016), la collecte espagnole de lait de brebis a fait mieux que se maintenir. La dégradation de la composition du lait (teneur MSU en recul de -6% /2017) est venue renforcer la diminution du prix payé à la matière utile (-2%).

La production de lait de brebis se concentre essentiellement dans les Autonomies de la Meseta Central : Castille-et-Léon et Castille-La-Manche pèsent respectivement 58% et 31% de la collecte nationale de lait de brebis. Bien que la présence de l'AOP Manchego sur l'Autonomie de Castille-la-Manche tire les prix vers le haut, ceux-ci ont décroché de -8% /2017, à 904 €/1 000 l. En Castille-et-Léon, bien qu'en hausse de +1%, les prix payés aux producteurs demeurent bien inférieurs, atteignant 757 €/1 000 l en moyenne 2018, le plus bas niveau de toutes les Autonomies espagnoles.

Les échanges commerciaux de fromages de brebis ont presque égalé le haut niveau atteint en 2017, tirés par la dynamique grecque mais aussi par ce qui semble être une politique néerlandaise d'import/export.

Les exportations européennes de fromages de brebis* ont à nouveau dépassé les 160 000 tonnes en 2018 mais ont légèrement diminué par rapport à leur niveau de 2017 (-0,5%). La très bonne dynamique grecque enclenchée au début des années 2000 (reconnaissance de l'appellation Feta en 2002) ne s'est pas démentie, le pays ayant exporté plus de 69 000 tonnes de fromages de brebis (+8 % /2017 ; x4 /2000). En revanche, les exportations italiennes se sont repliées de 7 700 tonnes, à moins de 22 000 tonnes. Il s'agit de leur plus bas niveau depuis 2014 alors qu'elles avaient approché les 30 000 tonnes en 2017. Le prix du lait payé aux producteurs s'en est d'ailleurs trouvé fortement impacté, tombant à 0,60 €/litre, entraînant des protestations début 2019.

En dehors de la dynamique grecque, il est à signaler la place importante occupée par les Pays-Bas dans les échanges commerciaux. Plateforme import-export, ce pays a vu croître ses exports de +10% (14 100 tonnes) !

3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

La consommation continue de s'éroder, malgré la légère hausse de la production



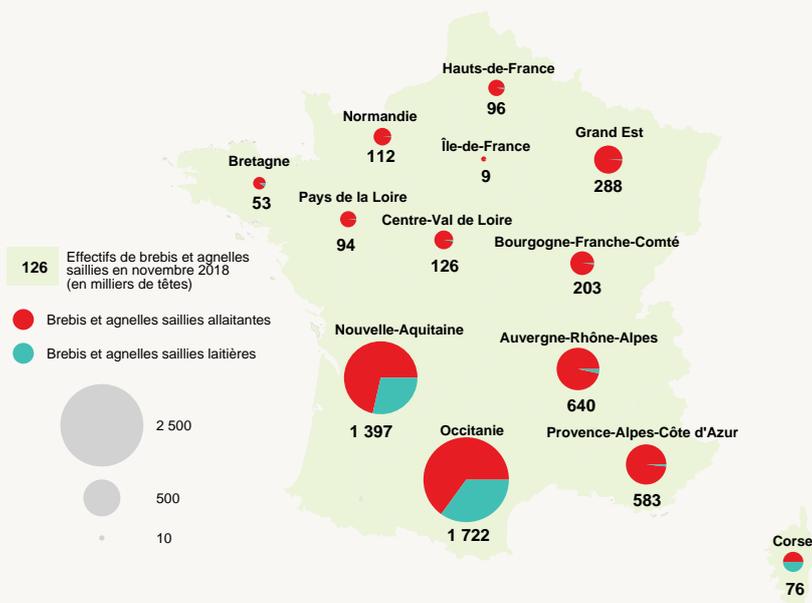
Bien que le cheptel reproducteur ait reculé en début d'année, les abattages français d'agneaux et d'ovins adultes ont augmenté en 2018, à la faveur de l'évolution du commerce en vif et de l'amélioration de la productivité numérique. La chute des envois britanniques et irlandais a en revanche limité les importations françaises de viande ovine, malgré le bond des arrivées de viande ovine espagnole. La consommation de viande ovine a ainsi enregistré un nouveau recul, qui a pesé sur le cours de l'agneau, notamment au second semestre.

CHEPTEL 2018

BREBIS ET AGNELLES SAILLIES (VIANDE ET LAIT)

5,4 millions

C'est nombre de brebis et d'agnelles saillies, allaitantes et laitières, présentes en France en novembre 2018.



D'après l'enquête cheptel du Service de la Statistique et de la Prospective (SSP), menée en novembre 2018, le cheptel français de brebis et agnelles saillies aurait progressé entre fin 2017 et fin 2018. Suite à la modification de l'échantillon d'exploitations et de la méthodologie de l'enquête, il n'est toutefois pas possible de chiffrer cette évolution.

Comme en 2017, les effectifs de brebis et agnelles saillies allaitantes représentaient 70% du cheptel reproducteur.

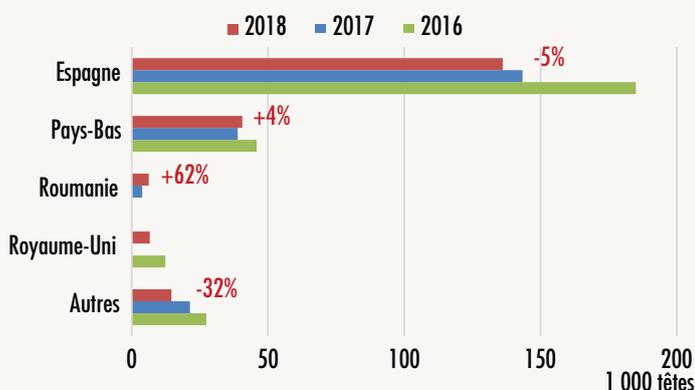
Les 4 régions du sud de la France (Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) concentrent en outre toujours 80% des brebis.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP (Enquêtes cheptel de novembre 2018)
Cartographie Cartes & Données - © Artique

ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2018

IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS

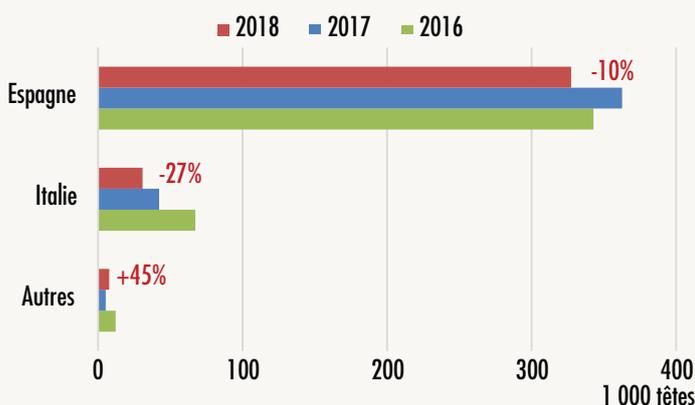
Avec près de 3 400 têtes de moins qu'en 2017 (-2%), les importations françaises d'ovins vivants se sont repliées pour la 4^{ème} année consécutive en 2018.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS

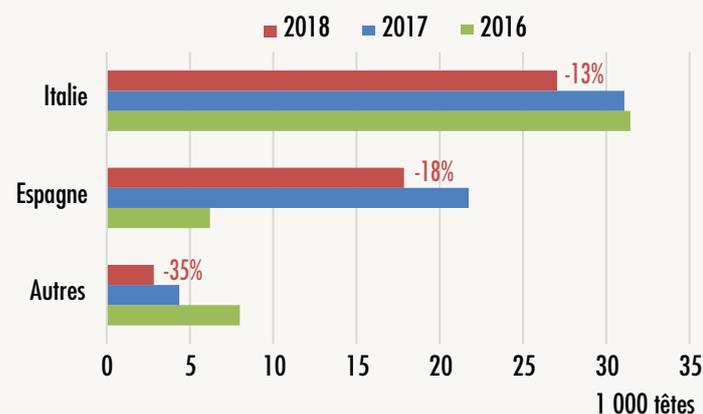
Les exportations françaises d'agneaux vivants poursuivent leur repli sur le long terme, avec 366 000 têtes exportées en 2018, soit 44 000 de moins qu'en 2017.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS

Après un bond en 2017, les envois français d'ovins adultes vivants ont chuté de 16% en 2018 (-9 400 têtes /2017).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

204 000 têtes

C'est le nombre d'ovins vivants importés en France en 2018.

Le repli des achats s'explique par la chute des importations d'ovins adultes vivants (-27% à 20 000 têtes, soit -7 600 têtes /2017), provenant en grande majorité d'**Espagne** (-35% à 16 000 têtes).

Les importations d'agneaux vivants, représentant 90% des ovins importés en vifs en France, ont en revanche progressé de +2% par rapport à 2017 (+4 200 têtes à 184 000 têtes). Les achats ont notamment augmenté depuis l'**Espagne** (+1% à 120 000 têtes), qui conforte sa place de 1^{er} fournisseur de la France, suivie par les **Pays Bas** (+8% à 39 000 têtes), le **Royaume-Uni** (6 000 têtes) et la **Roumanie** (+62% à 6 000 têtes).

-11%

C'est la chute des exportations françaises d'agneaux vivants en 2018.

Le recul de la demande dans les pays du Sud de l'Europe, les contraintes à l'export liées à la présence de la fièvre catarrhale ovine (FCO) en France, et la concurrence des pays d'Europe de l'Est (Roumanie et Hongrie notamment) sur le marché italien continuent de peser sur les exportations en vif d'agneaux français.

En 2018, les envois, constitués en grande majorité d'agneaux issus du cheptel laitier exportés en novembre et décembre (60% des exportations) pour une consommation traditionnelle au moment des fêtes de fin d'année, ont ainsi baissé à destination de l'**Espagne** (-10% /2017 à 327 000 têtes) et de l'**Italie** (-27% à 31 000 têtes). Pour la deuxième année consécutive, il n'y a en outre pas eu d'envois vers le **Liban** et la **Libye**.

48 000 têtes

C'est le nombre d'ovins adultes vivants exportés par la France en 2018.

Les exportations ont notamment fortement reculé vers l'**Italie** (-13% /2017 à 27 000 têtes), premier marché de la France pour les brebis grasses. Cette baisse a toutefois été en partie compensée par l'augmentation des envois de carcasses d'ovins adultes réfrigérées (+2% à 3 400 têtes en 2018).

Les envois ont également diminué à destination de l'**Espagne** (-18% à 18 000 têtes) et de la **Grèce** (-16% à 3 000 têtes). Il n'y a en outre quasiment pas eu d'envois vers les pays tiers (uniquement 216 têtes vers la Serbie et la Suisse).

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

81 400 téc

C'est la quantité de viande ovine abattue en France en 2018.

PRODUCTION 2018

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

À 3,6 millions de têtes au total, les abattages contrôlés d'agneaux ont très légèrement progressé en 2018 (+0,3% /2017, soit +11 800 têtes).

Bien que le cheptel reproducteur ait reculé de -2,7% fin 2017 (à 5,21 millions de têtes), les sorties d'agneaux des exploitations françaises n'ont en effet baissé que de -0,9% sur l'année, à 3,8 millions de têtes (-37 000 têtes /2017), notamment grâce à l'augmentation de la productivité numérique des brebis. La chute des exportations d'agneaux vivants (-44 000 têtes) a en outre maintenu davantage d'agneaux sur le marché français, de même que la hausse des imports en vif (+4 000 agneaux).

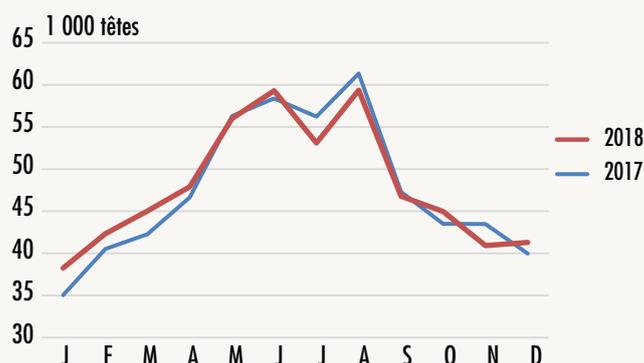
La baisse des abattages au 1^{er} semestre (-1% à 2 millions de têtes), liée au décalage des sorties d'agneaux issus du cheptel allaitant (mauvaises performances de reproduction à l'été 2017), a été compensée par une hausse au 2^{ème} semestre (+2% à 1,6 million de têtes).

VIANDE D'OVINS ABATTUS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

Les abattages contrôlés d'ovins adultes ont augmenté de +0,8% en 2018, à 575 000 têtes (+4 000 têtes /2017).

Malgré la baisse du cheptel reproducteur, les sorties d'ovins adultes des exploitations françaises ont progressé de +0,4% (+3 000 têtes /2017, à 603 000 têtes). La chute des exports en vif (-10 000 têtes /2017) a en outre plus que compensé le repli des importations d'ovins adultes vivants (-8 000 têtes).



La légère hausse des abattages et des poids moyens de carcasse a conduit à l'augmentation de +0,6% de la production française de viande ovine en 2018 (à 81 400 téc).

Après avoir progressé régulièrement sur le long terme, le poids carcasse moyen des agneaux semble se stabiliser depuis 2016. À 18,2 kg en moyenne en 2018, il était supérieur de 0,1% à l'année précédente. La production française de viande d'agneau a ainsi atteint 66 200 téc en 2018 (+0,5% /2017).

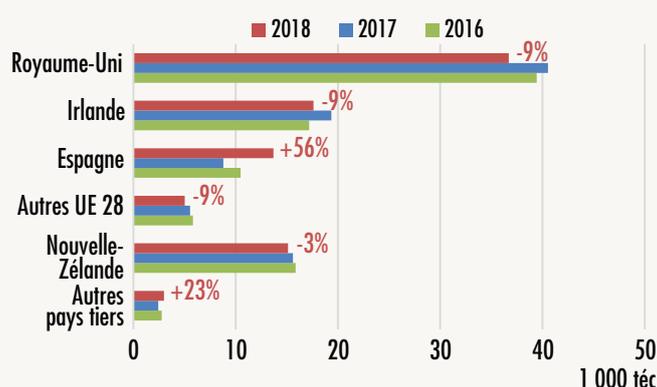
Le poids carcasse moyen des réformes a également légèrement progressé en 2018 (+0,2% /2017 à 26,2 kg), conduisant à la hausse de la production de viande d'ovins adultes de +1%, à 15 200 téc.

91 200 téc

C'est le volume de viande ovine importé en France en 2018.

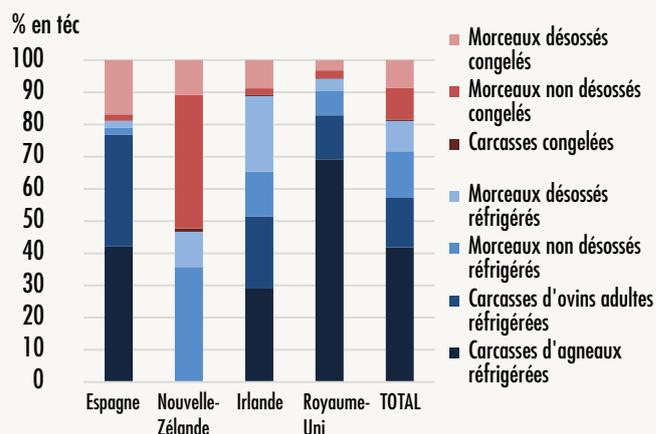
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE 2018

ORIGINE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

TYPES DE VIANDES OVINES IMPORTÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

Les importations françaises de viande ovine ont reculé de -1% en 2018, à 91 200 téc. La hausse des volumes en provenance des pays tiers (+0,5% à 18 100 téc) n'a en effet pas compensé la baisse des achats de viande ovine communautaire (-2% à 73 000 téc), surtout en provenance du Royaume-Uni et d'Irlande.

81% de la viande ovine importée l'a été sous forme réfrigérée (contre 82% en 2017), les carcasses réfrigérées constituant toujours le gros des volumes (42% de carcasses d'agneaux et 15% de carcasses d'ovins adultes). Les découpes ont représenté 42% des achats (14% de morceaux non désossés réfrigérés, 9% de morceaux désossés réfrigérés, 10% de morceaux non désossés congelés et 9% de morceaux désossés congelés). Le prix moyen de l'ensemble des importations était en hausse de 14 centimes, à 5,3 €/kg équivalent carcasse.

Face à des disponibilités britanniques limitées, résultant des mauvaises conditions climatiques du début d'année (voir partie UE), les achats de viande ovine en provenance du **Royaume-Uni** ont chuté de -9% par rapport à 2017, à 36 700 téc. Le Royaume-Uni reste toutefois le premier fournisseur de la France, avec 40% des volumes importés (44% en 2017). Les carcasses d'agneaux réfrigérés représentaient 69% des volumes, avec un prix moyen en hausse de 2% par rapport à 2017, à 5,1 kg éc.

Les achats ont également fortement reculé depuis l'**Irlande** (-9% /2017 à 17 600 téc), qui n'a donc plus pesé que pour 19% des importations françaises en 2018 (21% en 2017). Ils ont été constitués principalement de carcasses réfrigérées d'agneaux (29%), valant en moyenne 5,6 €/kg éc (+7% /2017), de carcasses

réfrigérées d'ovins adultes (22%) et de découpes réfrigérées (14% non désossées et 23% désossées).

Forte d'une production en hausse, suite à la chute de ses exports en vif sur le pourtour méditerranéen (voir partie UE), l'**Espagne** a en revanche profité de la moindre présence du Royaume-Uni et de l'Irlande pour accroître ses parts de marchés en France. Les importations françaises de viande ovine espagnole ont ainsi bondi de +56% à 13 700 téc, soit 15% des achats totaux (contre seulement 10% en 2017). Ces importations comprenaient notamment 42% de carcasses d'agneaux réfrigérées, 1% moins chères qu'en 2017 (à 5,4 €/kg éc).

La baisse de la production de la **Nouvelle-Zélande** en 2018 et la poursuite de la réorientation de ses envois vers la Chine (voir partie Monde) ont entraîné un nouveau repli des ventes à la France (-3% à 15 100 téc, soit 17% des achats français). Elles étaient composées à 99% de découpes (47% « chilled », 52% congelées) et notamment de gigots (47% des volumes, dont 23% sous forme « chilled »). Leur prix moyen était en progression de +4% (à 6,5 €/kg éc).

Les achats français étaient à l'inverse en forte hausse depuis l'**Australie** (+28% à 1 800 téc) et l'**Amérique du Sud** (+30% à 900 téc).



Brebis de race charolaise

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

56%

C'est la part des importations de viande ovine dans la consommation française en 2018.

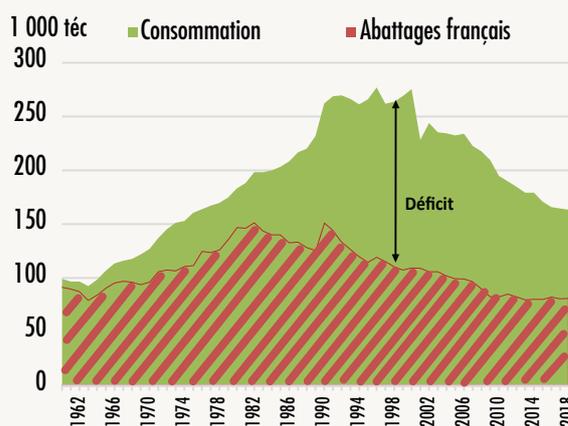
CONSOMMATION 2018

BILAN FRANÇAIS DE VIANDE OVINE

(1 000 téc)	2000	2010	2015	2016	2017	2018	2018/17
Abattages contrôlés	110	83	80	83	81	81	+1%
Imports vifs	10	5	5	4	3	3	+1%
Exports vifs	7	7	5	4	4	3	-17%
Production indigène brute	107	85	80	83	82	82	=
Imports viande	175	121	99	92	92	91	-1%
Exports viande	9	9	8	9	9	9	+1%
Consommation	275	195	171	166	164	163	-1%
Population (millions hab.)	60,5	64,6	66,4	66,6	66,8	66,9	=
Consommation/hab. (en kgéc)	4,6	3,0	2,6	2,5	2,5	2,4	-1%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



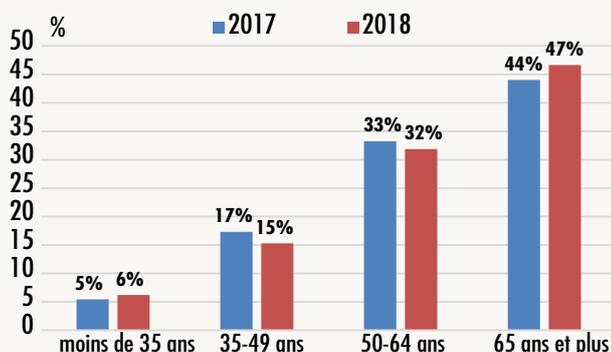
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, les Douanes françaises et Eurostat

Le recul de la consommation française de viande ovine se poursuit

Les fortes chaleurs de l'été et la baisse des disponibilités à l'importation ont pesé sur la consommation française de viande ovine en 2018. La consommation calculée par bilan s'est ainsi à nouveau contractée de -1%, à 163 000 téc, l'augmentation de la production étant contrebalancée par le recul des importations de viande ovine et l'augmentation des exports. La consommation par habitant calculée par bilan est ainsi estimée à 2,4 kg équivalent carcasse en 2018, soit 1% de moins qu'en 2017, et presque moitié moins qu'en 2000 !

La part de la viande issue des abattages français dans la consommation se maintient à 44%, le reste étant assuré notamment par les viandes britannique (22%), irlandaise (11%), néozélandaise (9%) et espagnole (8%).

ACHATS DE VIANDE OVINE* PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS PAR CLASSES D'ÂGE



*Hors Abats Hors Gros Achats - Dont élaborés

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar / Interbev

D'après les données extrapolées du panel Kantar, les achats de viande ovine par les ménages français (hors restauration hors domicile) ont chuté de -6% en 2018 par rapport à 2017.

Seul 47% des ménages français ont acheté de la viande ovine pour leur **consommation à domicile** (-1,6 point /2017), avec en outre une réduction de leur fréquence d'achat (-4% /2017, à 4,5 achats /an).

Les ménages les plus âgés restent les plus gros acheteurs, avec 47% des volumes achetés par les plus de 65 ans et 32% par les 50 à 64 ans. Bien que nettement plus réduits (6% des volumes totaux), les achats de viande ovine par les ménages de moins de 35 ans ont toutefois progressé de +7% par rapport à l'année précédente, ce qui est une évolution encourageante pour la filière.

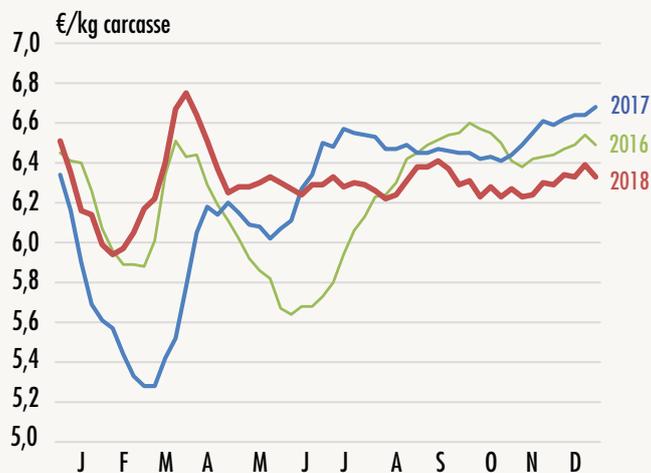
63% des volumes ont en outre été achetés en hypermarchés et supermarchés (-5% /2017), 29% en circuits spécialisés (-8%), comptant notamment les boucheries, 4% dans les supérettes de proximité (-18%) et 4% en *hard discount* (+14%).

Compte-tenu de la différence d'évolution constatée avec la consommation par bilan, il est probable que la **consommation des ménages hors domicile**, en restauration, ait progressé en 2018.

PRIX 2018

PRIX MOYEN PONDÉRÉ DE L'AGNEAU FRANÇAIS

À 6,30 €/kg de carcasse en moyenne en 2018, le Prix Moyen Pondéré de l'agneau français a progressé de +1,4% par rapport à 2017. Cette moyenne cache toutefois des situations contrastées entre le 1^{er} et le 2^{ème} semestre.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

6,75 €/kg de carcasse

C'est le prix moyen de l'agneau la semaine précédant Pâques 2018.

Une baisse saisonnière peu marquée au 1^{er} semestre

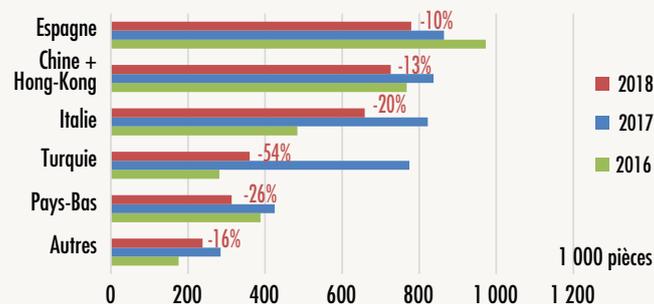
Malgré des sorties abondantes d'agneaux de race Lacaune engraisés, les disponibilités limitées en agneaux issus du cheptel allaitant et les prix à l'import plus élevés que les années précédentes ont soutenu le cours de l'agneau lourd français début 2018. Le recul saisonnier des cours, habituel pendant la période de consommation réduite, située entre les fêtes de fin d'année et Pâques, a ainsi été nettement moins important qu'en 2017. Le Prix Moyen Pondéré de l'agneau français a en conséquence atteint un niveau quasi record à Pâques, +57 centimes d'une Pâques à l'autre.

Un deuxième semestre plus difficile face au manque de demande

Face à une consommation relativement atone, le cours de l'agneau lourd français s'est ensuite stabilisé à partir du mois d'avril, oscillant entre 6,20 et 6,40 €/kg de carcasse. Il est ainsi repassé sous son niveau de 2017 en juin, et a terminé l'année 35 centimes sous son niveau de l'année précédente, à 6,33 €/kg de carcasse.

EXPORTATIONS DE PEaux D'OVINS 2018

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEaux D'OVINS LAINÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

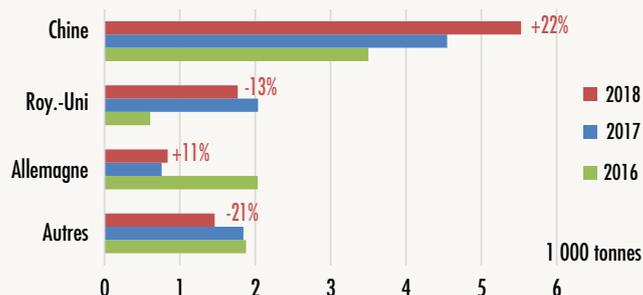
Après un bond en 2017, les exportations françaises de peaux lainées d'ovins ont chuté de -23% en 2018, à 3,1 millions de pièces (-932 000 pièces /2017).

Face à un marché mondial morose, les **exportations de peaux lainées d'agneaux** (>80% des envois), se sont contractées de -20% pour tomber à 2,5 millions de pièces. À 5,8 €/pièce, leur prix moyen était en hausse de +13% par rapport à 2017, mais toujours très loin des hauts niveaux enregistrés de 2011 à 2013 (entre 9 et 11 €/pièce).

Les **envois de peaux lainées d'ovins adultes** ont également reculé de -36%, à seulement 569 000 pièces, avec un prix unitaire de 4,65 €/pièce (+12%/2017).

EXPORTATIONS DE LAINE 2018

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE LAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

À 9 600 tonnes en 2018, les exportations françaises de laine ont progressé de +4% par rapport à 2017.

Le bond des envois à destination de la Chine (+22% à 5 500 tonnes) a en effet largement compensé la chute des expéditions vers les autres pays de l'Union européenne (-13% à 3 700 tonnes).

Malgré une hausse de +6% par rapport à l'année précédente, leur prix unitaire restait néanmoins, à 1,39 €/kg, 3 à 4 fois inférieur aux niveaux enregistrés au début des années 2000.

4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Stabilisation de la consommation européenne en 2018



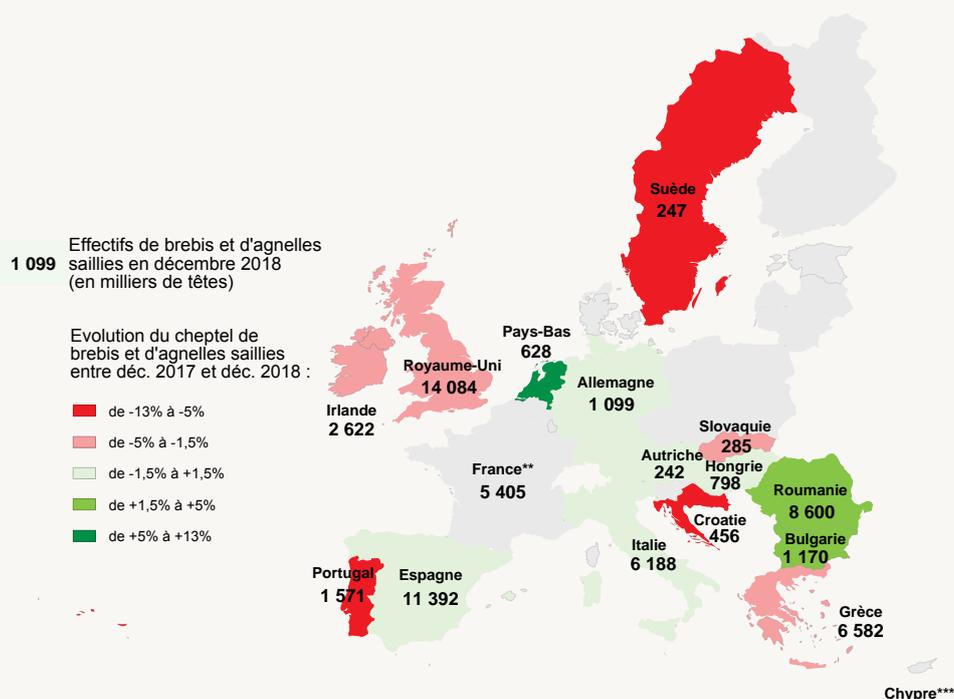
Après une hausse en 2017, la production européenne de viande ovine est repartie à la baisse en 2018, notamment en raison de la chute des abattages au Royaume-Uni, conséquence directe des mauvaises conditions climatiques du début d'année. La légère hausse des importations de viande ovine en provenance d'Océanie et l'effondrement des exportations à destination des pays tiers ont toutefois permis de stabiliser les disponibilités européennes. Les évolutions demeurent cependant très contrastées selon les pays.

62 millions de têtes

C'est le cheptel de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne à 28 en décembre 2018.

CHEPTTEL 2018

LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE*



D'après nos estimations, le cheptel ovin reproducteur européen aurait diminué de -1% entre fin 2017 et fin 2018, suite au recul des effectifs de brebis et d'agnelles saillies au Royaume-Uni (-575 000 têtes) en Grèce (-131 000 têtes), en Espagne (-122 000 têtes) et en Irlande (-101 000 têtes).

* Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués ici.

** Suite à la modification de l'échantillon d'exploitations et de la méthodologie de l'enquête cheptel du SSP en 2018, il n'est pas possible de comparer les données de cheptel de 2018 avec celles de 2017 pour la France.

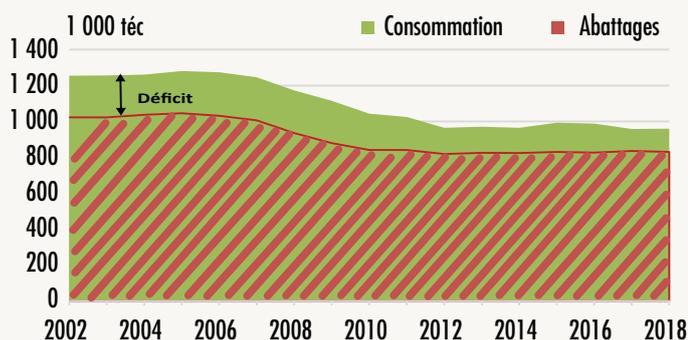
*** Pas de données depuis 2015.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, Eurostat et DEFRA
Cartographie Cartes & Données - © Artique

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE À 28*



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 28*

1 000 tés	2015	2016	2017	2018	2018/17
Abattages	830	826	835	830	-1%
Importations de viande	180	178	153	154	+1%
Exportations de viande	17	16	30	25	-18%
Consommation par bilan	993	988	958	960	=

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et le SSP

Stabilisation de la consommation, malgré le léger repli des abattages européens.

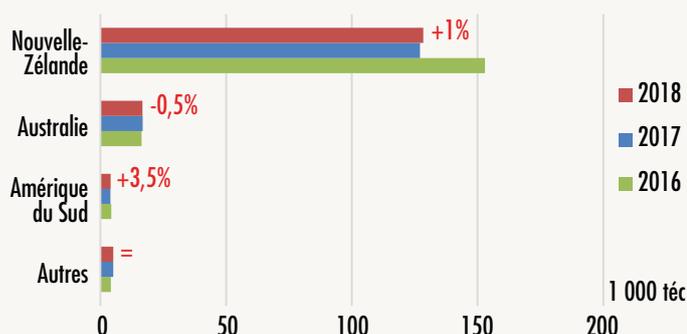
D'après nos estimations, la production européenne de viande ovine aurait reculé de -1% en 2018 (à 830 000 tés), pénalisée notamment par la chute des abattages au Royaume-Uni (-4%/2017 à 289 000 tés, soit -11 000 tés). La progression des importations de viande ovine en provenance des pays tiers (+1% à 154 000 tés) et surtout la chute des exportations (-18% à 25 000 tés), ont toutefois permis aux disponibilités européennes en viande ovine de se stabiliser par rapport à l'année précédente. La consommation européenne calculée par bilan (abattages + importations de viande ovine - exportations de viande ovine) est ainsi restée proche de son niveau de 2017 (à 960 000 tés).

La population européenne étant faiblement croissante (+0,2% à 513 millions d'habitants), la consommation de viande ovine par habitant s'est stabilisée à 1,9 kg équivalent carcasse. Comme en 2017, le taux d'auto-provisionnement européen en viande ovine était de 87%.

*La pertinence inégale des chiffres nationaux d'abattage remontés à Eurostat et l'existence d'une part non négligeable d'abattages hors abattoirs dans certains pays rendent difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressées pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision à l'avenir.

IMPORTATIONS 2018

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

154 000 tés

C'est le volume de viande ovine importé par l'UE à 28 en provenance des pays tiers en 2018.

Après une importante chute en 2017, les achats européens de viande ovine ont rebondi de +1% en 2018 (+ 1 400 tés /2017).

Avec 83% des volumes (128 000 tés, soit +1% /2017), la **Nouvelle-Zélande** reste de loin le 1^{er} fournisseur de l'Union européenne, devant l'**Australie** (-0,5% /2017 à 17 000 tés, soit 11% des achats européens) et l'**Amérique du Sud** (+3,5% à 4 000 tés, soit 3% des achats européens).

Face à des prix mondiaux en hausse, en raison de la forte demande asiatique, la valeur moyenne des viandes importées était supérieure de 6% à son niveau de 2017, à 6,8 €/kg équivalent carcasse en moyenne. Ces viandes étaient à 41% congelées avec os, à 26% congelées désossées, à 23% « chilled » avec os et à 11% « chilled » désossées.

ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2018

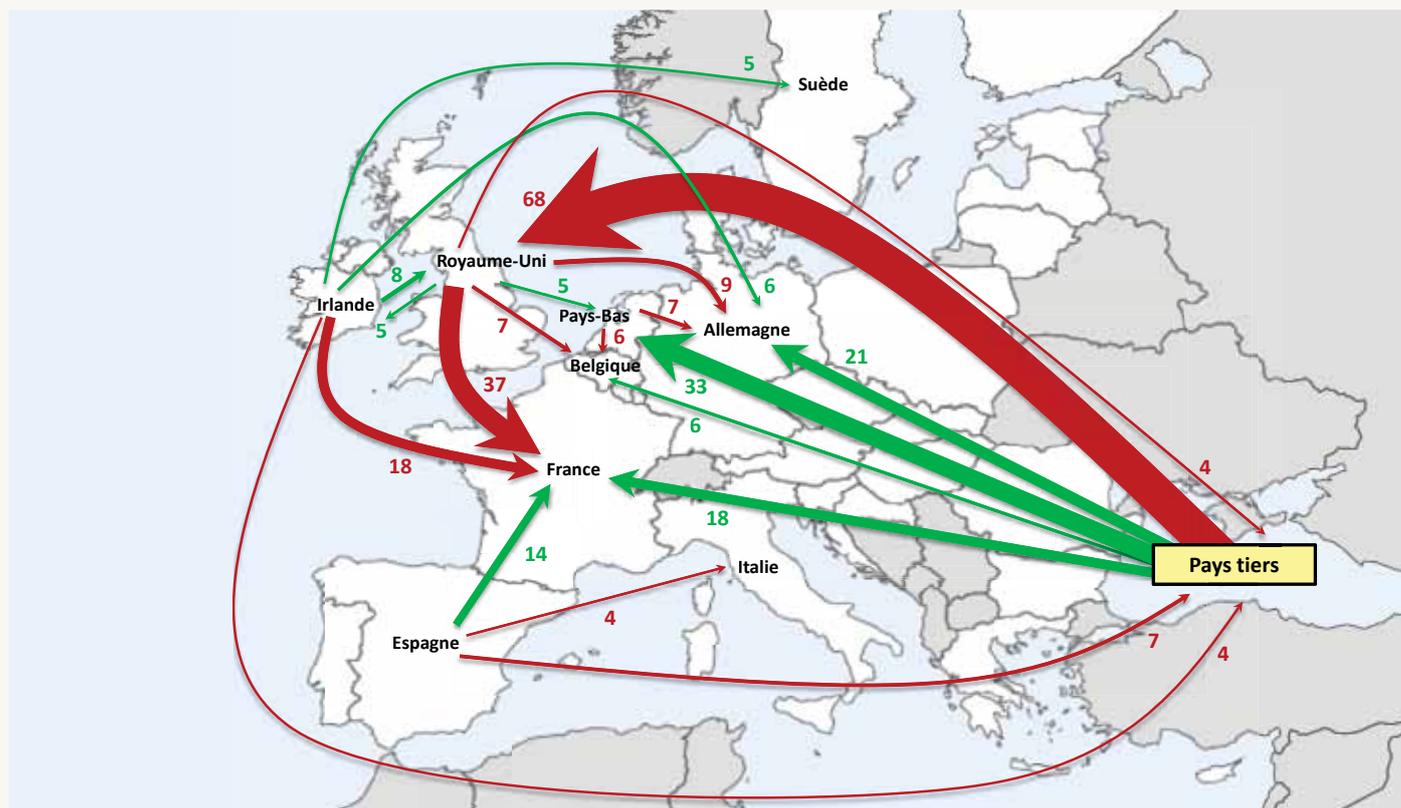
LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2018

En 2018, les arrivées de viande ovine océanienne ont progressé aux Pays-Bas, en Allemagne, en France et en Belgique. Elles étaient à l'inverse en repli au Royaume-Uni, qui reste néanmoins leur première destination dans l'Union européenne.

Après un bond en 2017, les exportations européennes de viande ovine sont par ailleurs réparties à la baisse. La progression des envois vers les Émirats Arabes Unis (+9% /2017 à 1 900 téc), Oman (+70% à 1 500 téc), le Canada (+33% à 1 200 téc) et le Koweït (+13% à 1 100 téc) n'a en effet pas compensé la chute des expéditions vers Hong-Kong (-38% à 4 600 téc), la Jordanie (-16% à 2 800 téc) et la Suisse (-2% à 3 200 téc).

-18%

C'est la chute des exportations européennes de viande ovine vers les pays tiers en 2018, à 25 000 téc.



* Volumes reçus en tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs + volumes exportés par les pays européens vers les pays tiers. Seuls les flux de plus de 4 000 téc sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2017 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après les Douanes françaises et Eurostat

CONTINGENTS TARIFAIRES D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE

Le contingent européen global d'importations de viande ovine n'a été rempli qu'à 58% en 2018.

	2016		2017		2018	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	228 254	76%	228 254	62%	228 389	62%
Argentine	23 000	4%	23 000	3%	23 000	7%
Australie	19 186	96%	19 186	99%	19 186	100%
Chili	7 600	33%	7 800	26%	8 000	27%
Uruguay	5 800	27%	5 800	31%	5 800	13%
Autres	2 962	64%	2 962	86%	3 229	47%
TOTAL	286 802	69%	287 002	59%	287 604	58%

Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires.

Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (OMC aujourd'hui) en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane (12,8% + 90,2-311,8 €/100 kg net hors contingents).

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne

Pour la deuxième année consécutive, le contingent attribué à la **Nouvelle-Zélande** (79% du contingent global) n'a été rempli qu'à 62%, soit 24 points de moins qu'en 2010 !

Le contingent attribué aux **pays sud-américains** (13% du contingent global pour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili) a en outre été utilisé à 12%.

Le quota **australien** (7% du contingent global) s'est en revanche à nouveau révélé limitant et a été rempli à 100%.

Au total, 119 650 téc du contingent européen global n'ont pas été attribuées en 2018, dont 85 700 téc du contingent néozélandais.



4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ROYAUME-UNI



DONNÉES REPÈRES (2018)

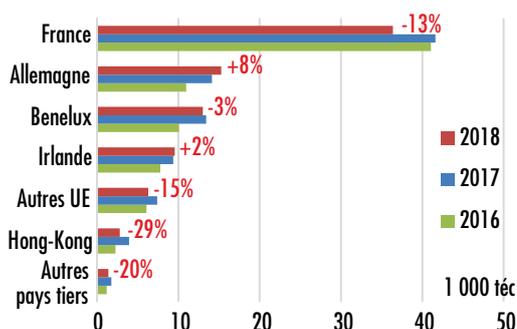
- Cheptel : 14,7 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 4,3 kg éc/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 28%
- Part de la production exportée : 29%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne et AHDB Beef & Lamb

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

1000 téc	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2018/17
Abattages	289	298	302	290	299	289	-4%
Importations de viande ovine	107	98	99	97	83	81	-2%
Exportations de viande ovine	106	104	81	79	92	85	-8%
Consommation par bilan	290	291	320	308	290	285	-2%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB Beef & Lamb et Eurostat

Les exportations britanniques de viande ovine ont chuté en 2018, suite à l'importante mortalité au moment des agnelages.

La production pénalisée par les mauvaises conditions climatiques

La neige et le froid ont fortement affecté la période des agnelages en début d'année, entraînant un taux de mortalité élevé, à la fois en agneaux et en brebis. Malgré un cheptel stable par rapport à l'année précédente (à 14,7 millions de brebis et agnelles saillies), le nombre d'agneaux élevés dans les exploitations britanniques a donc nettement reculé en 2018 (≈ -1 million de têtes /2017). Après une hausse de +8% au 1^{er} trimestre (à 3,1 millions de têtes), liée à l'augmentation des effectifs d'agneaux de report, les abattages d'agneaux britanniques se sont ainsi repliés à partir du mois d'avril, pour totaliser 12,8 millions de têtes sur l'ensemble de l'année (-4% /2017). Les abattages d'ovins adultes ont à l'inverse progressé de +2% par rapport à l'année précédente, à 1,6 million de têtes, conduisant à la contraction du cheptel reproducteur en fin d'année (-4% à 14,1 millions de têtes).

Alors que le poids carcasse moyen des agneaux était stable (à 19,3 kg), les carcasses d'ovins adultes se sont allégées (-4% /2017 à 25,5 kg). La production britannique de viande ovine a ainsi reculé de -4% en 2018, à 288 600 téc.

Envolée des cours au 1^{er} semestre

Face au manque d'agneaux de la nouvelle saison, les cours ont fortement progressé en début d'année, pour atteindre un niveau record mi-avril, à 6,02 £/kg de carcasse (+46% /2017), soit 6,86 €/kg de carcasse, 35 centimes au-dessus de la cotation française de la même semaine ! Ils sont ensuite repartis à la baisse, avec des niveaux proches de ceux de 2017 au 2nd semestre. À 4,61 £/kg de carcasse en moyenne sur 2018, le cours de l'agneau britannique a ainsi progressé de +11% par rapport à 2017 (+9% en euros à 5,18 €/kg de carcasse en moyenne).

Baisse des arrivées de viande ovine océaniques

La poursuite de la réorientation des exportations océaniques vers la Chine s'est à nouveau traduite par le recul des importations britanniques de viande ovine en 2018 (-2% /2017, à 81 000 téc), avec notamment le repli des achats en provenance de Nouvelle-Zélande (-2% à 55 000 téc) et d'Australie (-14% à 10 500 téc).

Chute des exportations de viande ovine, faute de disponibilités

La contraction de la production et la diminution des importations a pesé sur les exportations britanniques de viande ovine qui ont chuté de -8% en 2018, à 84 800 téc. La baisse a toutefois été moins marquée en valeur (-5% /2017 à 412 millions d'€) grâce à la progression de leur valeur unitaire (+2% à 4,9 €/kg éc). Les envois étaient constitués en grande majorité (82%) de viandes réfrigérées avec os.

Malgré la forte baisse des envois (-13% à 36 400 téc), la France reste le 1^{er} client du Royaume-Uni pour la viande ovine, avec 43% des volumes (contre 45% en 2017).

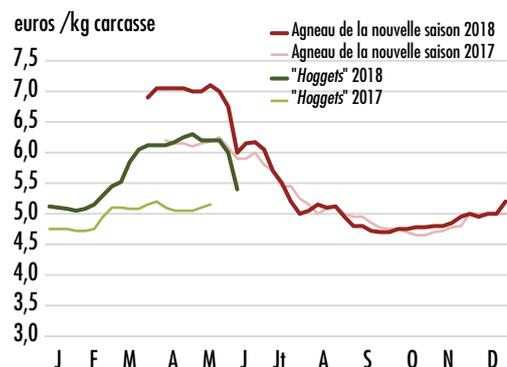


4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE IRLANDE

DONNÉES REPÈRES (2018)

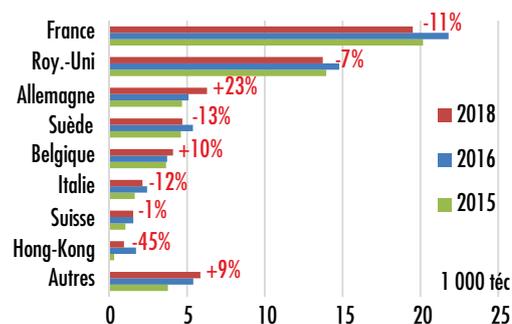
- Cheptel : 2,7 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 3,1 kg éc/habitant
- Part de la production exportée : 86%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après *Bord Bia*

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1000 téc	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2018/17
Abattages	57	58	58	61	67	68	+2%
Importations de viande ovine	5	5	5	4	5	5	+4%
Exportations de viande ovine	47	44	47	54	62	59	-5%
Disponible*	15	18	16	11	10	15	+44%

* Le poids important de l'export en Irlande et le mode de calcul de la consommation par bilan (ne prenant pas en compte le stockage en entreprises) peuvent fausser les évolutions de la consommation d'une année sur l'autre. Ces évolutions sont donc à considérer avec prudence.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Après un bond en 2017, les exportations irlandaises de viande ovine se sont contractées en 2018, notamment en raison de la concurrence espagnole renforcée sur le marché français.

Légère hausse de la production en 2018

Malgré des effectifs importants d'agneaux de report et un cheptel reproducteur en forte progression fin 2017 (+13% /2016 à 2,7 millions de brebis et agnelles saillies), les abattages irlandais d'agneaux se sont tout juste stabilisés en 2018, à 2,7 millions de têtes. Comme au Royaume-Uni, les mauvaises conditions climatiques du début d'année ont en effet pesé sur les agnelages. D'après les douanes irlandaises, les importations d'agneaux prêts-à-abattre en provenance d'Irlande du Nord ont par ailleurs reculé de -9% par rapport à l'année précédente (à 16 000 têtes).

Les abattages d'ovins adultes ont en revanche grimpé (+9% à 514 000 têtes) et conduit au recul du cheptel reproducteur fin 2018 (-4% à 2,6 millions de têtes).

Avec un poids carcasse stable pour les agneaux (à 20,5 kg) et en hausse pour les ovins adultes (+1% à 25,1 kg), la production irlandaise de viande ovine a au total progressé de +2% par rapport à 2017, à 68 400 téc.

Les exportations de viande ovine sont reparties à la baisse

Bien que les disponibilités irlandaises soient en hausse, avec l'augmentation des abattages et la progression des importations de viande ovine (+4% /2017 à 5 200 téc), les exportations du pays ont reculé de -5% à 58 800 téc. La concurrence espagnole semble en effet avoir pesé sur les envois à destination de la France (-11% à 19 500 téc), tandis que le recul de la consommation britannique a affecté les flux vers le Royaume-Uni (-7% à 13 700 téc). Les expéditions ont toutefois bondi vers l'Allemagne (+23% à 6 300 téc).

Ces exportations étaient constituées à 49% de viandes réfrigérées avec os (+1 point /2017), à 28% de viandes réfrigérées désossées, à 15% de viandes congelées désossées (-2 pts) et à 8% de viandes congelées avec os. À 5,2 €/kg éc en moyenne, leur valeur unitaire était en hausse de +7% par rapport à l'année précédente, dopée notamment par l'augmentation des prix à la production irlandais.

Envolée des cours au 1^{er} semestre

Le manque d'agneaux, résultant des mauvaises conditions climatiques, a soutenu à la fois le cours des « hoggets » (agneaux de la saison précédente) et celui des agneaux de la nouvelle saison, en début d'année. À 5,72 €/kg de carcasse en moyenne sur 2018, le cours moyen du « hogget » a ainsi grimpé de +15% par rapport à sa valeur de 2017, tandis que la cotation moyenne des agneaux de la nouvelle saison a progressé de +5%, à 5,57 €/kg de carcasse, avec notamment un pic à plus de 7 €/kg de carcasse autour de Pâques.

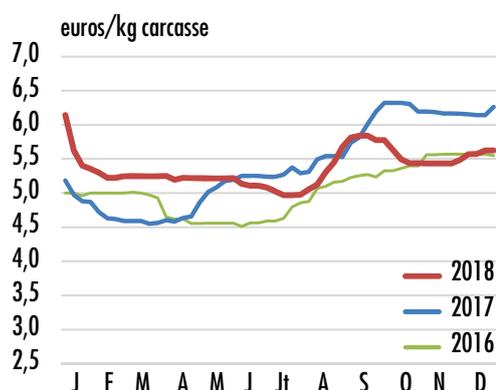
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES (2018)

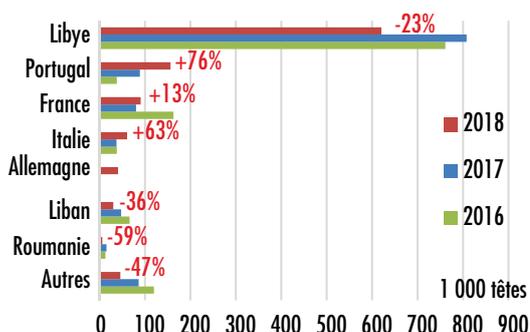
- Cheptel : 11,5 millions de brebis et d'agnelles saillies
- Consommation : 1,8 kg éc/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 35%
- Exportations d'ovins vivants : 1 million de têtes soit 9% des sorties des exploitations ovines

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN ESPAGNE



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après la Commission Européenne

EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS*



* Chiffres d'exportations depuis l'Espagne pouvant différer de ceux publiés dans les douanes des pays importateurs.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

1000 téc	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2018/17
Abattages	118	114	116	117	115	119	+3%
Importations de viande ovine	8	8	9	9	8	8	-3%
Exportations de viande ovine	36	34	32	35	37	41	+10%
Consommation par bilan	91	88	93	92	86	86	-1%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La chute des exports en vif vers le pourtour méditerranéen a dopé les exportations de viande ovine espagnole en 2018.

Effondrement des envois d'ovins vivants vers les pays tiers

À 1 million de têtes en 2018, les exportations espagnoles d'ovins vivants, constituées à 95% d'agneaux, ont reculé de -8% par rapport à 2017. En cause, la chute des expéditions vers les pays tiers (-24% /2017 à 633 000 têtes), suite au repli des envois vers la Libye (-23% à 620 000 têtes), faute de liquidités suffisantes chez les importateurs, et vers le Liban (-59% à 6 000 têtes). Les exports ont en revanche progressé à destination de l'UE (+41% à 382 000 têtes), avec notamment le bond des envois vers le Portugal (+76% à 156 000 têtes), probablement pour approvisionner les bateaux partant vers Israël, et la France (+13% à 91 000 têtes). Les importations espagnoles d'ovins vivants, constituées à 78% d'agneaux de lait issus des bassins laitiers français, ont par ailleurs chuté de -21%, à 266 000 têtes.

Progression des abattages d'agneaux et d'ovins adultes

Alors que le cheptel reproducteur espagnol était stable en début d'année (à 11,5 millions de brebis et agnelles saillies), le recul des exports en vif est venu gonfler les abattages. À respectivement 9,3 millions de têtes et 689 000 têtes, les abattages d'agneaux et d'ovins adultes ont ainsi progressé de +2% et +3% par rapport à 2017. Tandis que le poids carcasse moyen des ovins adultes était stable (à 22,1 kg), les carcasses d'agneaux se sont légèrement alourdies (+1% à 11,1 kg en moyenne), portant la production espagnole à 118 600 téc en 2018 (+3%/2017).

Des cours orientés à la baisse

La hausse des abattages d'agneaux a pesé sur les cours espagnols en 2018. À 5,37 €/kg de carcasse en moyenne, la cotation de l'agneau lourd espagnol a ainsi perdu -1% par rapport à son niveau de 2017, tandis que le cours moyen de l'agneau de lait sur novembre et décembre enregistrait un fort repli de -14% par rapport à 2017, à 8,58 €/kg de carcasse.

Bond des exportations de viande ovine, notamment vers la France

Bien que les importations aient reculé (-3% /2017 à 8 200 téc), la hausse des abattages a accru les disponibilités en viande ovine dans le pays. La consommation étant en très légère baisse (-1% à 86 000 téc), les volumes supplémentaires ont été exportés, conduisant au sursaut des exportations espagnoles de viande ovine (+10% à 41 200 téc). Les envois ont notamment grimpé vers la France (+42% à 17 300 téc). Ils étaient en revanche en net repli à destination des pays tiers (-31% à 7 300 téc), la hausse des expéditions vers les Émirats Arabes unis (+29% à 1 300 téc) et Oman (+42% à 1 100 téc) n'ayant pas suffi à compenser la chute des exportations vers Hong-Kong (-57% à 600 téc).

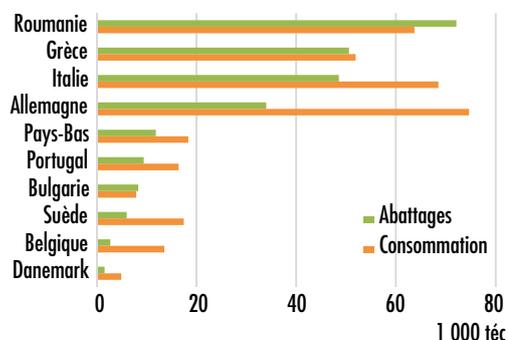
Les envois étaient constitués à 55% de viandes réfrigérées avec os (+8 pts /2017), à 23% de viandes congelées avec os (-4 pts) et à 22% de viandes congelées désossées (-3 pts).

Grâce à la forte progression des volumes réfrigérés, leur valeur unitaire s'est appréciée de +5% par rapport à 2017, à 4,1 €/kg éc.

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE LES AUTRES PAYS DE L'UE

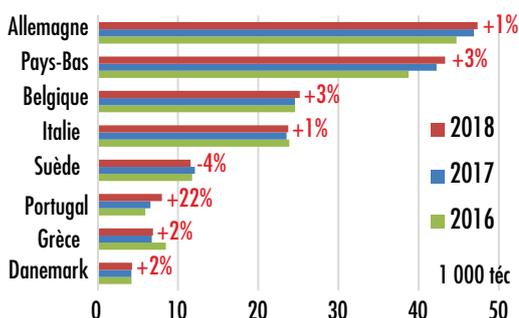


PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2018



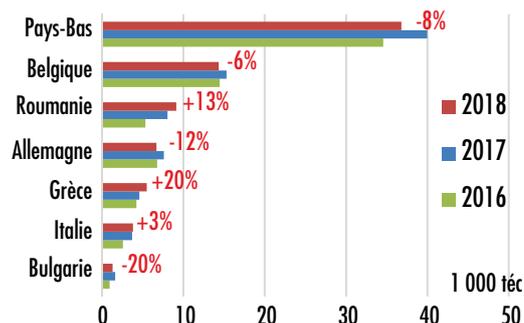
Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

Consommations très dynamiques en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 7% des abattages et 13% de la consommation européenne de viande ovine en 2018. Déficitaires en viande ovine, ils dépendent largement des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont en outre d'importantes plateformes d'échanges qui réexpédient une partie des volumes importés vers d'autres destinations européennes. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,7 kg équivalent carcasse par habitant en Suède, 1,2 kg éc en Belgique, 1,1 kg éc aux Pays-Bas, 0,9 kg éc au Danemark et 0,9 kg éc en Allemagne).

En 2018, les abattages ont augmenté en **Allemagne** (+6% à 34 000 téc), en **Suède** (+6% à 6 000 téc) et au **Danemark** (+7% à 1 600 téc). Ils étaient en revanche en repli aux **Pays-Bas** (-4% à 12 000 téc) et en **Belgique** (-9% à 2 800 téc).

Alors que la hausse des importations de viande ovine est venue soutenir les consommations **allemande** (+5% à 75 000 téc), **néerlandaise** (+26% à 18 000 téc) et **belge** (+11% à 14 000 téc), leur recul a eu l'effet inverse en **Suède** (-1% à 17 500 téc). Malgré des importations en hausse, l'augmentation des exportations a également pesé sur la consommation au **Danemark** (-1% à 5 000 téc).

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

Recul de la production en Roumanie, en Grèce et au Portugal

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 23% des abattages et 22% de la consommation de viande ovine de l'UE en 2018. La viande y est issue de cheptels à dominance laitière et la consommation porte essentiellement sur des agneaux légers. Alors que la consommation par habitant est relativement élevée en Grèce (4,8 kgéc) et en Roumanie (3,3 kg éc), elle est plus faible au Portugal (1,6 kg éc), en Italie (1,1 kg éc) et en Bulgarie (1,1 kg éc).

En 2018, seules l'**Italie** et la **Bulgarie** ont vu leur production nationale augmenter (respectivement +2% à 49 000 téc et +8% à 8 400 téc), ce qui a soutenu leurs consommations intérieures : +2% en Italie à 68 500 téc et +12% en Bulgarie à 8 000 téc. Malgré le recul de sa production (-1% à 9 500 téc), la consommation était également en hausse au **Portugal** (+6% à 16 000 téc) grâce au bond des importations de viande ovine.

Les consommations se sont en revanche repliées en **Roumanie** (-6% à 64 000 téc) et en **Grèce** (-3% à 52 000 téc), suite à la contraction de leur production (respectivement -4% à 72 000 téc et -1% à 51 000 téc).



5

LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE



Record d'exportations océaniques, qui se focalisent sur la Chine

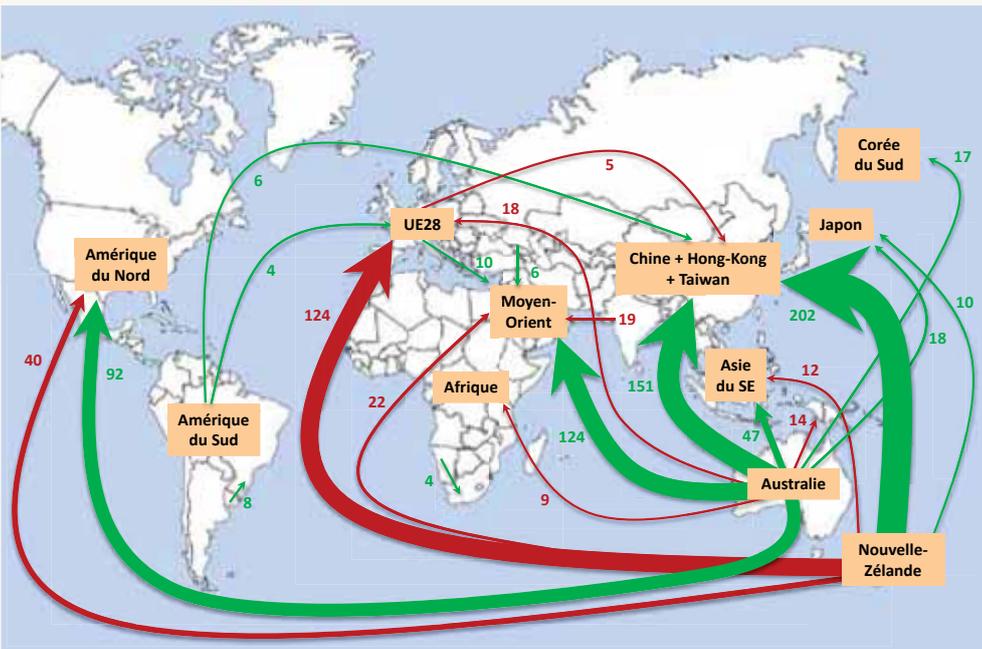
Les envois océaniques de viande ovine ont atteint un sommet en 2018, dopés par des disponibilités australiennes en forte hausse, suite à la sécheresse, et par la concentration de la production néozélandaise sur le débouché export. Les volumes supplémentaires ont été absorbés principalement par le marché asiatique, Chine en tête, à nouveau au détriment des exportations vers l'Union européenne.

ÉCHANGES 2018

LES FLUX MONDIAUX DE VIANDE OVINE EN 2018 (1 000 TÉC*)

+7%

C'est la hausse des exportations océaniques de viande ovine en 2018.



La hausse de la part de la production exportée en Nouvelle-Zélande et le bond des abattages en Australie causé par la sécheresse ont conduit à une nouvelle progression des exportations océaniques de viande ovine en 2018 (932 000 téc au total, soit +58 000 téc /2017). Les deux leaders du marché ont ainsi pu pleinement profiter du dynamisme de la demande en Asie et au Moyen-Orient, au détriment des flux à destination de l'Union européenne.

* Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées.
 Flux 2018 > 4 000 téc, au départ des principaux pays exportateurs.
 Les flux en augmentation par rapport à 2017 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics, Trade Map et Eurostat.
 Cartographie Cartes & Données - © Artique

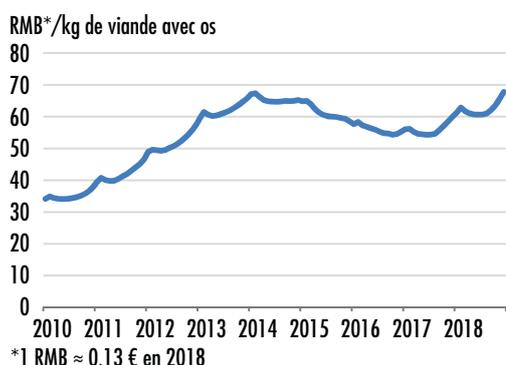


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE CHINE

DONNÉES REPÈRES (2018)

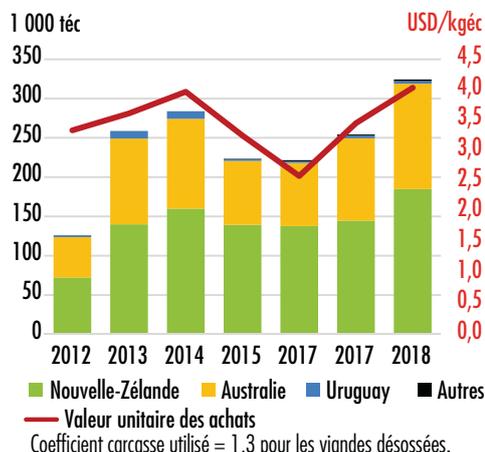
- Cheptel : 164 millions de têtes en 2017
- Production : 2,4 millions de téc
- Consommation de viande ovine :
≈ 1,9 kg éc/habitant

PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



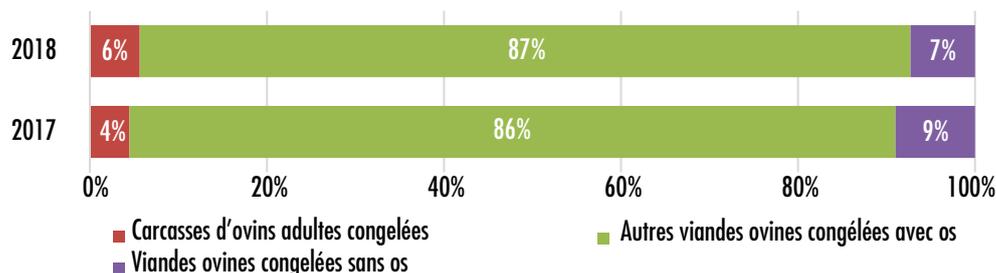
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le Ministère chinois de l'agriculture

IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

Les importations chinoises de viande ovine ont à nouveau bondi en 2018 depuis la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

Hausse limitée de la production en 2018

Le ralentissement de la croissance de la production chinoise de viande ovine se confirme, avec une progression de seulement +0,8% en 2018 d'après le Bureau National des Statistiques Chinoises, à près de 2,4 millions de téc. L'augmentation des coûts de production, consécutive à la mise en place de contraintes croissantes sur le pâturage, pèse en effet sur le secteur depuis 2016.

Nouvelle envolée des prix de la viande ovine sur le marché intérieur

Comme en 2017, cette faible augmentation des abattages n'a pas suffi pour alimenter la forte hausse de la demande chinoise, dopée par l'accroissement de la population (≈+6 millions d'habitants entre 2017 et 2018) et la progression tendancielle de la consommation de viande ovine par habitant. L'épidémie de peste porcine africaine aurait en outre entraîné des substitutions de consommation entre le porc et la viande ovine. Face au déficit d'offre nationale, les prix de la viande ovine ont bondi sur le marché intérieur pour la 2^{ème} année consécutive, pour atteindre un sommet en décembre 2018, à 67,8 RMB/kg (≈8,6 €), soit +13% / 2017.

Les importations de viande ovine ont atteint un niveau record

Le manque de disponibilités sur le marché intérieur s'est traduit par un nouveau bond des importations officielles chinoises de viande ovine¹, en volume (+28% à 324 000 téc) et surtout en valeur (+42% / 2017 à 1,1 milliard d'euros), grâce à la hausse de la valeur unitaire des achats (+12% à 3,41 €/kg éc). La Chine confirme ainsi sa place de 1^{er} importateur mondial de viande ovine.

À respectivement 185 000 téc (+40 000 téc / 2017) et 134 000 téc (+29 000 téc), les importations ont grimpé de +28% par rapport à 2017 en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie, qui maintiennent ainsi leurs parts de marché, à 57% et 41%. Bien moins importants, les achats ont aussi progressé depuis l'Uruguay (+4% / 2017 à 3 000 téc) et le Chili (+32% à 1 900 téc).

La viande congelée avec os constitue toujours l'essentiel des volumes (93%), suivie par la viande congelée désossée (7%). Bien que les importations de viande ovine sous forme réfrigérée restent très limitées (705 téc au total en 2018), elles étaient toutefois 5 fois plus élevées que l'année précédente. À ce jour, seules l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont autorisées à exporter cette viande « chilled » sur le marché chinois.

¹ À ce jour, seuls la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Uruguay, le Chili (depuis janvier 2015) et la Mongolie (depuis janvier 2016), peuvent officiellement exporter de la viande ovine congelée vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément sur le Continent.

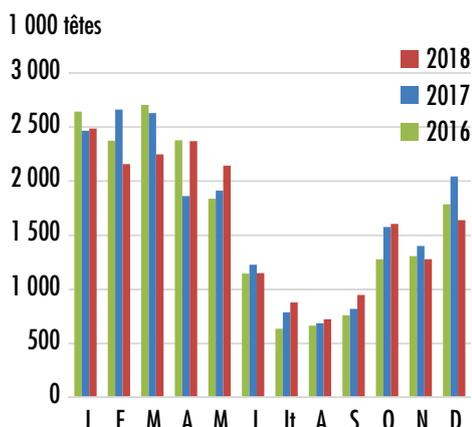
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE



DONNÉES REPÈRES (2018)

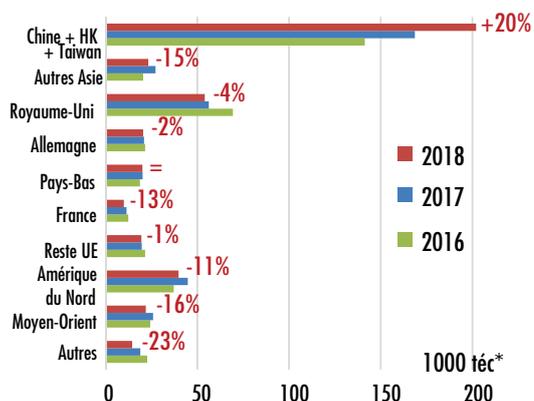
- Cheptel : 19,1 millions de brebis et agnelles mises à la reproduction (juin 2018)
- Production de viande ovine : 467 500 téc
- Part de la production exportée : 91%

ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

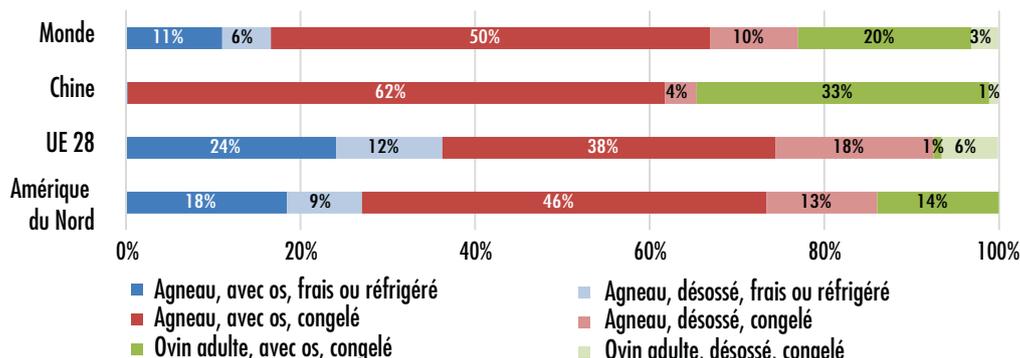
EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE EN 2018 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

Alors que sa production de viande ovine était en baisse par rapport à l'année précédente, la Nouvelle-Zélande a privilégié son débouché export en 2018 afin de profiter de la forte progression des achats et des prix chinois.

Ralentissement des sorties d'agneaux et d'ovins adultes

La poursuite de la baisse du cheptel reproducteur néozélandais (-0,5% /2016 à 19,7 millions de brebis et agnelles en juin 2017 puis -3% /2017 à 19,1 millions de brebis et agnelles en juin 2018) a limité les naissances d'agneaux pour les campagnes¹ 2017-18 et 2018-19, même si les bonnes conditions climatiques lors de la mise à la reproduction des brebis ont permis à la productivité numérique d'atteindre des niveaux très élevés lors des deux saisons d'agnelages. La hausse du nombre d'agnelles gardées pour le renouvellement est par ailleurs venu freiner les sorties.

À 19,6 millions de têtes au total sur l'année 2018, les abattages néozélandais d'agneaux ont ainsi reculé de -2% par rapport à 2017. Conséquence de la contraction du cheptel reproducteur, les abattages d'ovins adultes se sont également repliés de -1%, à 3,8 millions de têtes.

Les bonnes conditions fourragères et les prix à la production record (+24% /2017 en moyenne grâce au dynamisme du débouché export) ont néanmoins incité les éleveurs à viser des poids carcasse élevés (+0,6% à 18,8 kg pour les agneaux ; +0,1% à 26 kg pour les ovins adultes), limitant à -1,5% la baisse de la production néozélandaise de viande ovine (à 467 500 téc).

Des exportations dopées par le dynamisme de la demande chinoise

Afin de compenser ce recul des disponibilités et profiter de la forte demande sur le marché mondial, la Nouvelle-Zélande a accru la part de sa production exportée, de 87% en 2017 à 91% en 2018. Les exportations néozélandaises de viande ovine ont ainsi progressé de +3% par rapport à l'année précédente, à 425 300 téc, malgré la baisse de la production. L'augmentation a été encore plus marquée en valeur (+17% à 3,8 milliards de dollars néozélandais) grâce au bond de la valeur unitaire des envois (+13% à 8,9 NZ\$/kg éc, soit environ 5,2 €), soutenue notamment par la progression des prix sur le marché chinois.

Les envois ont ainsi bondi vers la Chine continentale (+19% à 187 800 téc), qui conforte sa place de 1^{er} client en volume pour la viande ovine néozélandaise. Faute de disponibilités suffisantes, les exportations ont en revanche reculé vers les autres destinations : -3% vers l'Union européenne (à 123 900 téc), -6% vers les États-Unis (à 27 400 téc) et -16% vers le Moyen-Orient (à 21 900 téc).

Avec la hausse des expéditions vers la Chine, la part de viande ovine exportée sous forme congelée avec os est montée à 70% (+2 points /2017). Le reste des expéditions était constitué de 13% de viande congelée désossée (-1 pt), de 12% de viande « chilled » avec os et de 6% de viande « chilled » désossée. La viande d'agneau représentait 77% des volumes en 2018.

¹ Campagne ovine néozélandaise : octobre à septembre.

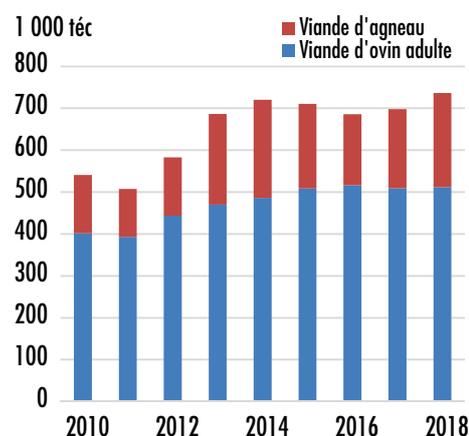
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE



DONNÉES REPÈRES (2018)

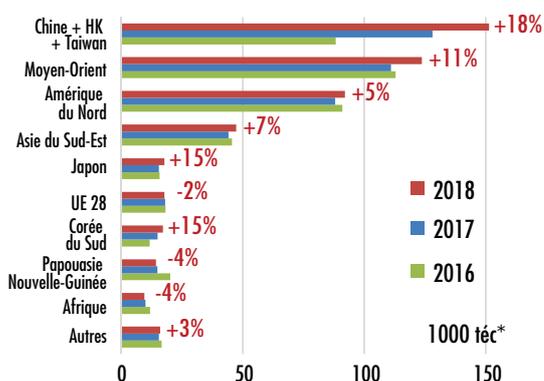
- Cheptel : 67,7 millions d'ovins (juin 2018)
- Exportations d'ovins vivants : 1,2 million de têtes
- Production de viande ovine : 736 600 téc
- Part de la production exportée : 69%

PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



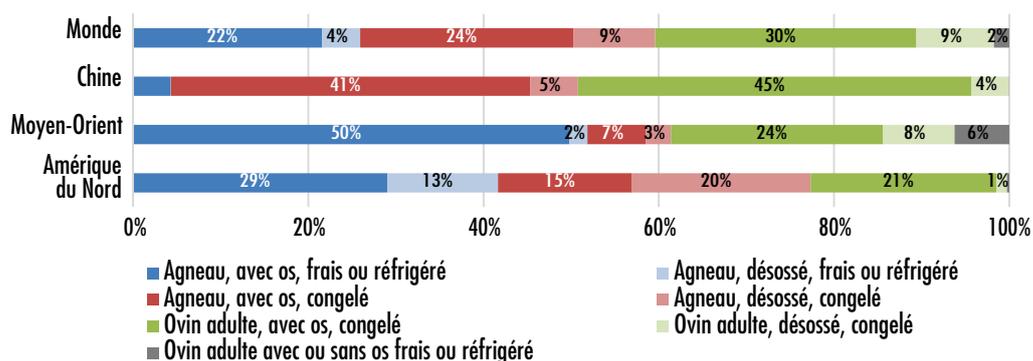
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ABS

EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE EN 2018 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

La sécheresse extrême ayant affecté le pays et la chute des exports en vif ont provoqué un bond des exportations australiennes de viande ovine en 2018.

Effondrement des exports d'ovins vivants suite à 4 mois d'interruption

Conséquences d'un nouveau scandale lié au non-respect du bien-être animal, la suspension en juin 2018 de la licence d'export du plus gros exportateur d'ovins vivants australiens, et le renforcement des normes à respecter sur les bateaux pendant l'été de l'hémisphère Nord, ont entraîné l'arrêt temporaire des envois d'animaux vifs entre juillet et octobre 2018. Les exportations australiennes d'ovins vivants (moutons Mérinos ayant déjà fait plusieurs campagnes lainières) vers le Moyen-Orient ont ainsi chuté de -38% sur l'ensemble de 2018 pour tomber à 1,2 million de têtes, leur plus bas niveau des 30 dernières années.

Décapitalisation et production record en raison de la sécheresse

L'année 2018 a été marquée par l'une des sécheresses les plus importantes de l'histoire de l'Australie. Face au manque d'eau et à la dégradation des pâturages, les éleveurs ont été contraints de réduire drastiquement leurs troupeaux, d'autant que les prix de l'alimentation animale étaient très élevés. Une partie des ovins qui auraient dû être exportés en vif entre juillet et octobre a en outre été abattue en Australie. Les abattages d'ovins adultes ont ainsi grimpé de +26% /2017, à 9,5 millions de têtes, et le cheptel s'est contracté de -6% à 67,7 millions d'ovins en juin 2018.

Les abattages d'agneaux n'ont en revanche progressé que de +1% sur l'ensemble de 2018 (à 22,7 millions de têtes), les conditions extrêmement sèches ayant pénalisé la saison des agnelages et ralenti leur finition. Malgré des prix à la production très élevés (+28% /2017 en moyenne), les poids moyen de carcasse ont également pâti de la sécheresse (-1% /2017 à 22,5 kg pour les agneaux ; -5% à 23,7 kg pour les ovins adultes). La production australienne de viande ovine a néanmoins grimpé de +6%, à 736 600 téc.

Bond des exportations de viande ovine

Cette forte progression des disponibilités, couplée à la hausse de la demande mondiale et à un dollar australien faible, ont dopé les exportations australiennes de viande ovine qui ont grimpé de +10% à 507 000 téc. Les envois ont ainsi atteint des sommets vers la Chine continentale (+21% à 136 000 téc), le Moyen-Orient (+11% à 124 000 téc) et les États-Unis (+5% à 80 000 téc). Contraints par le contingent européen, ils sont en revanche restés relativement stables vers l'UE (-2% à 18 000 téc).

L'augmentation de la valeur unitaire des envois (+6% à 7,1 AU\$/kg éc, soit environ 4,5 €) a en outre accentué la hausse des exportations en valeur (+17% à 3,6 milliards de AU\$). Les expéditions étaient composées à 54% de viande congelé avec os, 23% de viande « chilled » avec os, 18% de viande congelée désossée et 4% de viande « chilled » désossée. La viande d'ovins adultes représentait 40% des volumes

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des revenus plutôt à la baisse

Les revenus sont orientés à la baisse pour la majorité des systèmes, du fait du rebond des charges opérationnelles et des charges de structure. C'est particulièrement le cas du prix des carburants, en hausse de près de +20%, ou des aliments achetés (+3% pour les ovins viande). En ovins viande, les spécialisés pastoraux peuvent compenser cette hausse des charges grâce à la convergence des aides découplées, alors que les systèmes avec grandes cultures bénéficient de la hausse du prix des grains. Les systèmes plus herbagers, spécialisés ou avec bovins viande, sont en outre pénalisés par la baisse du prix des agneaux au 2nd semestre. Pour les systèmes laitiers, la croissance de la collecte dans les deux bassins se traduit par une augmentation de la production moyenne des élevages de +5% dans le bassin de Roquefort et +2% pour les Pyrénées-Atlantiques. Mais l'augmentation du produit qui en découle ne permet pas de compenser la hausse des charges.

ESTIMATION DES REVENUS 2018

Des évolutions très contrastées selon les systèmes.

Parmi les spécialisés ovins viande, seuls les pastoraux voient leur revenu légèrement progresser en 2018, à un peu plus de 37 000 €/UMO exploitant : la convergence des aides découplées y compense la hausse des charges. Les herbagers sont pénalisés par la baisse du prix des agneaux au 2nd semestre et leur revenu moyen descend à 17 000 €/UMO exploitant. La remontée du prix des agneaux au 1^{er} semestre permet aux fourragers intensifs de compenser la baisse des aides, mais la forte hausse des charges affecte le revenu, en baisse à 19 000 €/UMO exploitant.

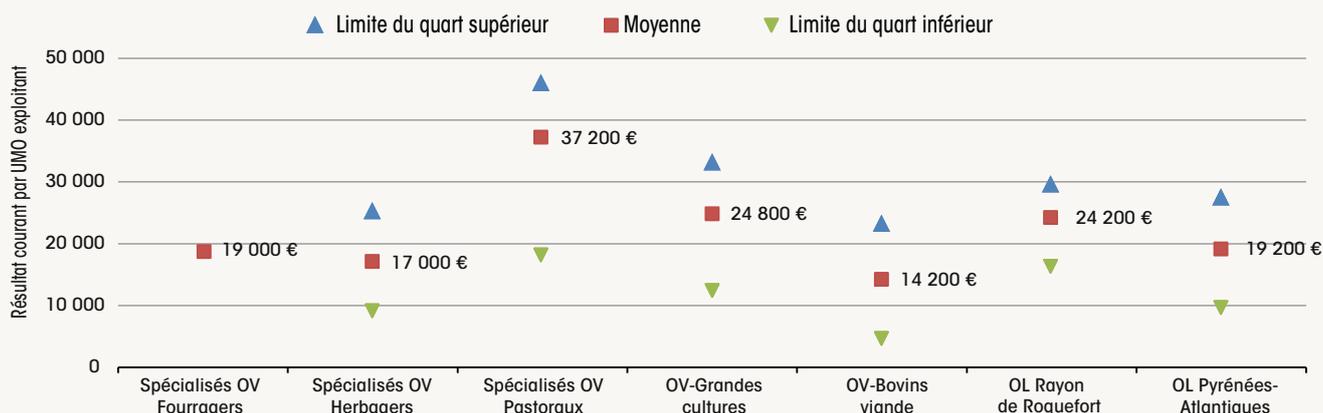
En systèmes ovins-grandes cultures, le revenu continue de progresser depuis le choc de l'année 2016 : l'amélioration du prix des cultures de vente permet de remonter à près de 25 000 €/UMO exploitant.

Mais en ovins-bovins viande, la trajectoire est opposée, avec un revenu qui continue de se dégrader et passe à moins de 15 000 €/UMO exploitant.

Pour les éleveurs laitiers, l'augmentation du produit courant d'exploitation, liée en particulier à l'accroissement du volume de lait produit, ne permet pas de compenser la hausse des charges. Concernés par l'évolution des règles d'attribution des aides aux légumineuses fourragères qui exclue désormais les associations graminées-légumineuses, très fréquentes dans la zone, les éleveurs du bassin de Roquefort voient leur revenu diminuer, autour de 24 000 €/UMO exploitant. Après 3 années de hausse, le revenu diminue également pour les éleveurs du Pays Basque et du Béarn, à 19 000 €/UMO exploitant.

RÉSULTATS COURANTS 2018

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage ovins et variabilité intra système en 2018.



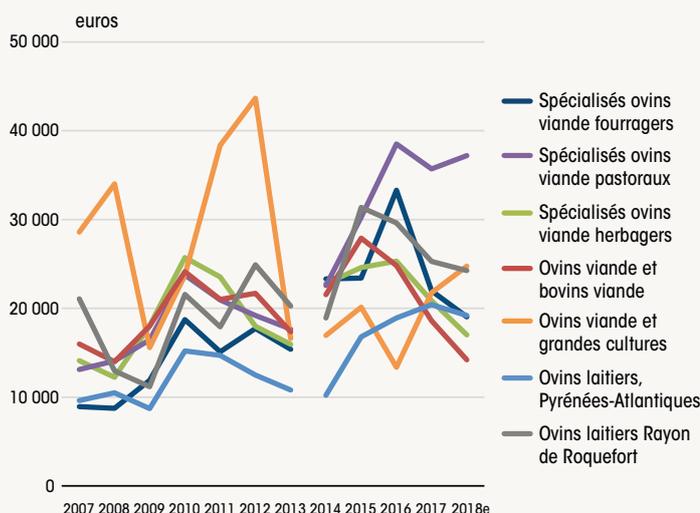
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

L'estimation des revenus 2018 est établie à partir des résultats de 240 exploitations ovines allaitantes et 60 exploitations ovines laitières suivies dans le dispositif Inosys-Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises même si, pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont globalement supérieurs à la moyenne.

À l'exception des ovins viande pastoraux, dont le revenu courant moyen atteint 37 000 €/UMO, les revenus moyens des différents systèmes se situent dans une fourchette allant de 14 000 €/UMO (ovins viande-bovins viande) à 24 000 €/UMO (ovins viande-grandes cultures et ovins lait du bassin de Roquefort).

RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES OVINS



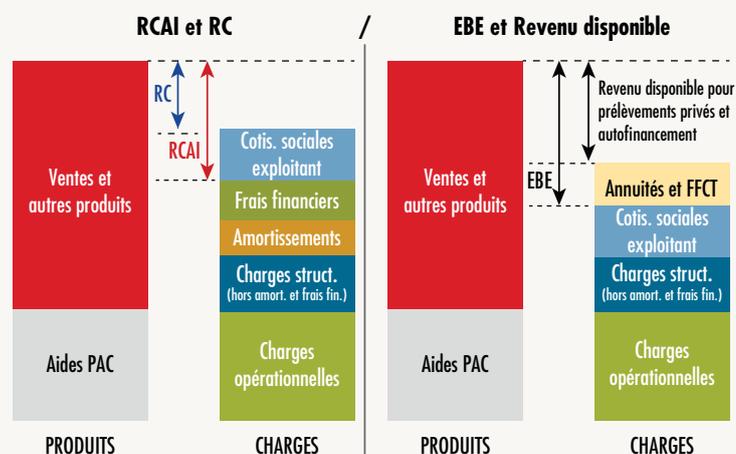
La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2018 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations de revenus sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2017 (cheptel, surfaces, main-d'œuvre, endettement...).

INDICATEURS DE RÉSULTATS



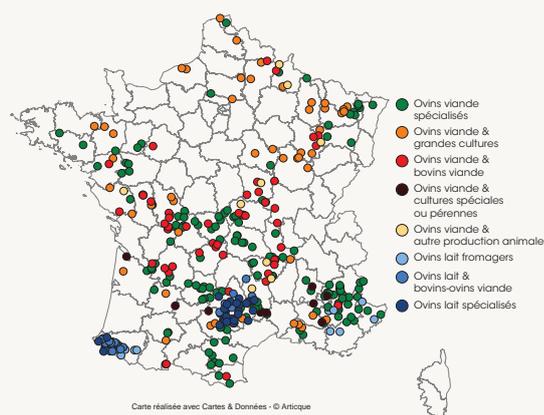
RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

FERMES OVINES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale du dispositif Inosys - Réseaux d'élevage compte 400 exploitations ovines en 2017, dont 320 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Plus d'informations : <http://idele.fr/services/outils/observatoire-inosys-reseaux-delevage>



LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Anticrop

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE EN 2017

	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE FOURRAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX	OVINS VIANDE - GRANDES CULTURES	OVINS VIANDE - BOVINS VIANDE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DU RAYON DE ROQUEFORT	OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	15	84	52	46	44	35	24
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	42 500 €	38 000 €	51 000 €	100 200 €	47 300 €	52 500 €	40 300 €
ANNUITÉS SUR EBE (%)	56%	38%	22%	85%	63%	37%	31%
RCAI (€/UMO EXPLOITANT)	28 300 €	26 300 €	40 500 €	56 400 €	25 500 €	33 800 €	24 900 €
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	22 000 €	20 800 €	35 700 €	43 300 €	18 600 €	25 300 €	20 400 €
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	25 500 €	23 700 €	41 600 €	59 000 €	25 900 €	33 900 €	28 400 €

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES REVENUS 2018

Les évolutions 2018/2017 retenues pour les prix des agneaux, la production de lait et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) sont celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux d'élevage, données interprofessionnelles, Arvalis).

PRIX MOYEN ANNUEL DES AGNEAUX EN ÉLEVAGE ALLAITANT

Évolutions régionales 2018/2017

SYSTÈMES	FOURRAGERS	HERBAGERS		PASTORAUX
		Est et Centre-Est	Autres régions	
RÉGIONS				
SPÉCIALISÉS ET OVINS-BOVINS	+2%	-2%	inchangé	+2%
OVINS-CULTURES	+4%	inchangé		-

Source : Observations Inosys-Réseaux d'Élevage

PRIX MOYEN ANNUEL DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT

Évolutions régionales 2018/2017

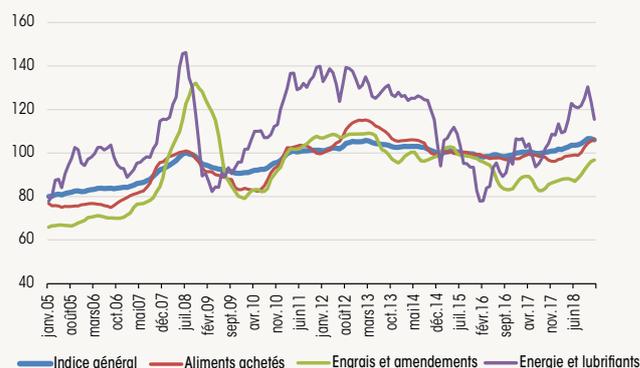
	RAYON DE ROQUEFORT	PYRÉNÉES
LAIT PRODUIT/EXPLOITATION	+5%	+2%
PRIX DU LAIT	inchangé	inchangé
PRIX DES AGNEAUX SEVRÉS	+8%	-3%

Source : Observations Inosys Réseaux d'élevage, SIEOL suivis appui technique, Interprofessions, Chambre d'agriculture 64

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

AIDE	ÉVOLUTION 2018/2017
AIDES DÉCOUPLÉES	de -5% à +10% selon le système
AIDE OVINE	-2,87%
AIDE AUX BOVINS ALLAITANTS (ABA)	-4,7%
AIDES 2 nd PILIER (ICH)	+3,0%

ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA - OVINS VIANDE (BASE 100 EN 2015)

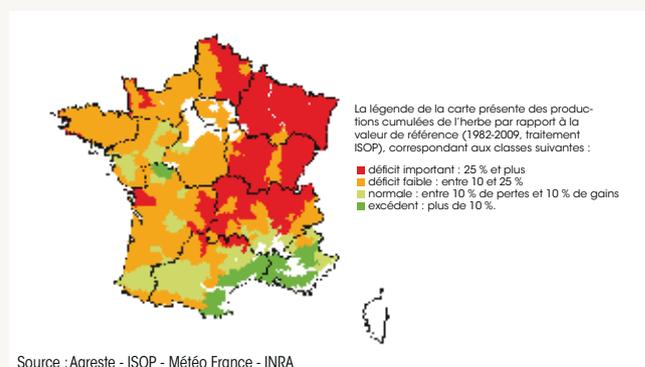


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

SÉCHERESSE : LE TIERS NORD-EST FORTEMENT TOUCHÉ

Les régions les plus touchées par la sécheresse 2018 sont le Grand-Est, la Bourgogne-Franche-Comté, le nord de l'Auvergne-Rhône-Alpes et l'est des Hauts-de-France. En tenant compte des aides exceptionnelles débloquées par l'État, la MSA et certains Conseils Régionaux, le surcoût net (aides déduites) est estimé à 50 €/UGB en système herbivore spécialisé et 30 €/UGB en système avec grandes cultures en 2018.

POUSSE CUMULÉE AU 20 OCTOBRE 2018 - INDICATEUR DE RENDEMENT DES PRAIRIES PERMANENTES



LEXIQUE

- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements et frais financiers).
- RC : Résultat Courant = Excédent Brut d'Exploitation - amortissements - frais financiers.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salariat et bénévolat).

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, « FOURRAGERS » INTENSIFS

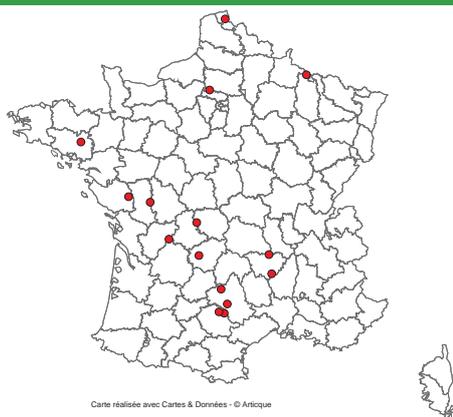
Une hausse du prix des agneaux insuffisante pour couvrir l'augmentation des charges et la baisse des aides



DONNÉES REPÈRES

- 1,3 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 63 ha de SAU dont 54 ha de SFP
- 603 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 15 EXPLOITATIONS



Ces 15 exploitations sont essentiellement localisées dans l'Ouest et au sud-ouest du Massif Central. Leur chargement, plus de 11 brebis/ha de SFP en moyenne, est le résultat de la pression foncière et aussi d'un certain potentiel agronomique. Les grandes cultures représentent désormais moins de 15% de la SAU, traduisant un mouvement enclenché depuis que les épisodes de sécheresse se répètent : la sécurisation de l'autonomie fourragère devient prioritaire face à la production des concentrés (16% des concentrés sont produits sur l'exploitation).

Une conduite intensive, avec une productivité moyenne d'1,4 agneau par brebis

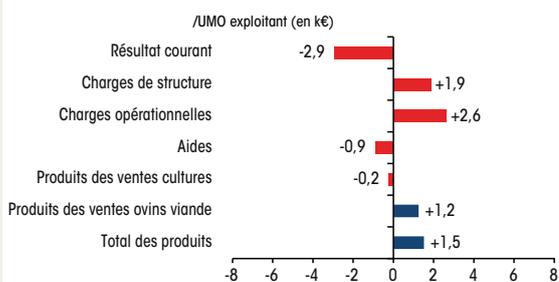
La quasi-totalité des agneaux sont vendus lourds, engraisés en bergerie, avec un poids moyen de carcasse de 19,2 kg, en légère augmentation. La consommation moyenne de concentré par brebis est de 220 kg, soit 8,1 kg de concentré pour produire 1 kg de carcasse d'agneau. La marge brute moyenne par brebis atteindrait 104 €, en retrait de 3 € par rapport à la campagne précédente, avec toujours une très forte variabilité entre élevages, quasiment du simple au double.

Le revenu 2018 est en baisse, la hausse du prix des agneaux ne compensant pas l'augmentation des charges et la baisse des aides PAC

Ces systèmes intensifs, avec une forte part de leurs agneaux vendus au 1er semestre, ont bénéficié d'un prix en hausse de +2%. Mais l'effet de cette revalorisation a été annulé par les baisses des aides et des produits végétaux et par la hausse de la quasi-totalité des postes de charges, opérationnelles comme de structure, tandis que la productivité numérique n'augmente plus.

Les élevages les plus rentables se caractérisent par une part de SFP plus importante pour une surface équivalente à la moyenne du groupe et donc un chargement plus faible. À près d'1,6 agneau/brebis, la productivité numérique y est plus élevée, et les concentrés nécessaires à la production d'1 kg de carcasse plus faibles (7,1 kg) - ils sont d'ailleurs moins autonomes en concentrés - et les agneaux un peu plus légers. Ils dégagent une marge à la brebis de 121 €.

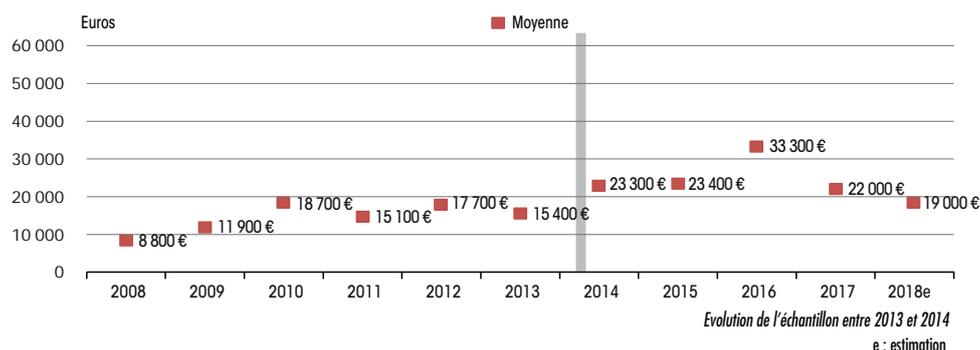
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, HERBAGERS

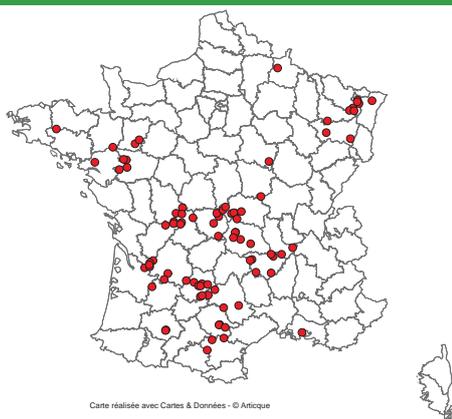
La hausse des charges affecte le revenu



DONNÉES REPÈRES

- 1,5 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 94 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 565 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 84 EXPLOITATIONS



La majorité des exploitations de ce groupe est localisée sur les pourtours du Massif Central, en Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie. Les autres sont pour l'essentiel situées dans le Grand Est et en Pays de la Loire. Avec un peu plus de 90 ha de SAU et 20 ha de parcours individuels pour 1,5 UMO, ces systèmes disposent de larges structures, mais au potentiel généralement limité.

Moins d'1 UGB/ha SFP

Les conduites sont relativement extensives, avec un chargement moyen inférieur à 1 UGB/ha SFP et des agnelages de saison prépondérants. Les cultures, moins de 10 ha, sont essentiellement destinées à l'alimentation du troupeau. La productivité moyenne s'élève à 1,2 agneau/brebis, avec une quantité de concentré consommée de 175 kg par brebis, soit 8,0 kg de concentré/kg de carcasse produit.

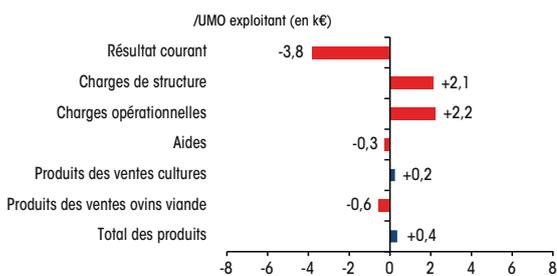
La hausse des charges affecte fortement le résultat 2018

L'année 2018 est marquée par une baisse du prix de l'agneau au 2^{ème} semestre (-2%). D'où un recul des ventes ovines (-600 €/UMO), qui s'ajoute à la baisse des aides (-300 €/UMO) sous l'effet de la convergence et de la baisse de l'Aide Ovine. L'amélioration du produit cultures permet de compenser cette baisse, avec au final un produit en légère augmentation. L'augmentation des charges opérationnelles, liée notamment aux aléas climatiques, serait de même importance que celles des charges de structure, avec un montant supérieur à 2 000 €/UMO. Le résultat courant perdrait presque 4 000 € (soit 18%) pour tomber à 17 000 €/UMO.

Quart supérieur : productivité et efficacité

Avec un collectif de travail un peu plus petit que la moyenne du groupe (-0,1 UMO), les exploitations du quart supérieur se caractérisent par des surfaces un peu plus grandes (+10 ha de SFP) pour un même nombre de brebis, d'où un chargement légèrement inférieur à la moyenne. Mais elles sont plus efficaces, avec une productivité supérieure (1,3 agneau par brebis) et une moindre consommation de concentré : 152 kg par brebis, soit 6,5 kg/kg de carcasse produit contre 8,0 en moyenne pour le groupe. Cette efficacité se retrouve également sur la consommation de fourrages distribués. La marge brute atteindrait 106 €/brebis, soit 16 € de plus que la moyenne du groupe.

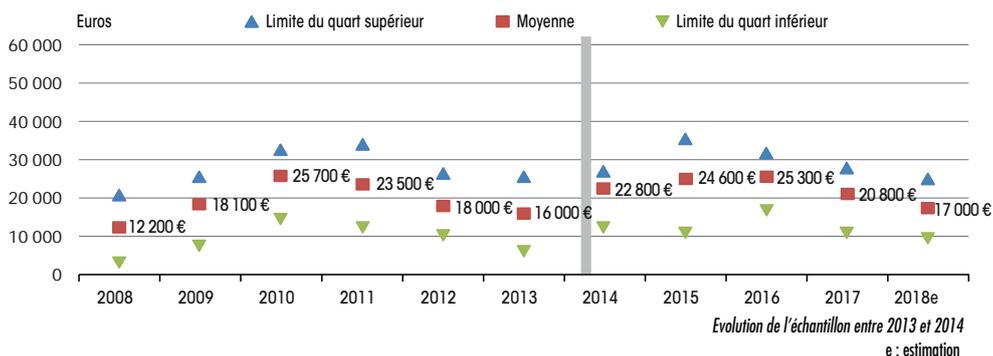
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

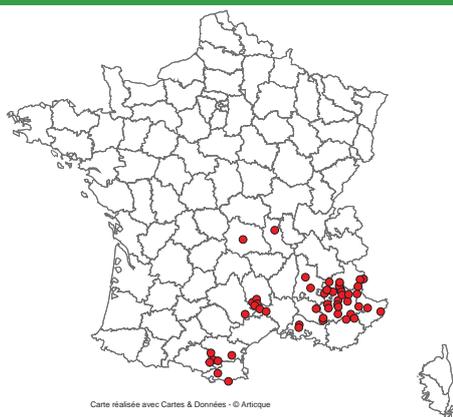
Nouvelle hausse du revenu en 2018



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 58 ha de SAU dont 49 ha de SFP
- 271 ha de parcours individuels
- 575 brebis

LOCALISATION DES 52 EXPLOITATIONS



Localisés dans les montagnes sèches et l'arrière-pays de la grande zone pastorale sous influence méditerranéenne, ces élevages sont de taille importante et valorisent des surfaces avec une très forte composante pastorale : 85% de parcours individuels dans la Surface Fourragère Totale. 62% des éleveurs recourent à l'estive collective. Ce fort déploiement pastoral se traduit par un chargement moyen de 0,5 UGB/ha, hors parcours collectifs, qui suppose pour certains une grande mobilité des troupeaux sur le territoire (transhumances, recours fréquent au gardiennage...).

Des pratiques d'élevage extensives

Ces systèmes d'élevage utilisent des races adaptées à la conduite sur parcours, rustiques et peu prolifiques. Avec des pratiques d'élevage extensives (âge tardif à la première mise en lutte, pas d'accélération du rythme d'agnelage...), une production significative d'agneaux non finis ou légers (20% en moyenne), des poids de carcasse de l'ordre de 15 kg, la productivité par brebis reste limitée : en moyenne 0,94 agneau et 14,2 kg.

Des systèmes pâturant, économes sur le distribué, mais pas toujours autonomes

La distribution de fourrages grossiers est limitée, en moyenne 250 kg MS/brebis, caractérisant des systèmes très pâturant, grâce à une forte composante pastorale. Rapportée à la brebis, la consommation d'aliment concentré est basse, 83 kg en moyenne, soit autour de 6 kg par kg de carcasse d'agneau produit. Seulement la moitié des élevages produisent des céréales pour l'autoconsommation du troupeau, avec une autonomie qui reste assez limitée (38% en moyenne). Il en résulte une stratégie d'alimentation visant à l'économie sur le distribué.

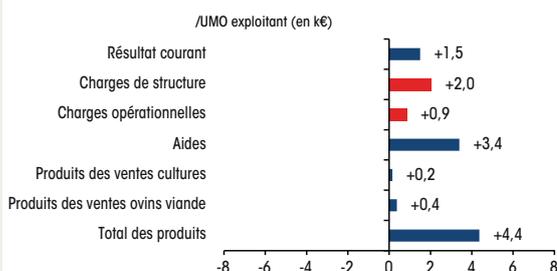
Une nouvelle progression du revenu entre 2017 et 2018

Le résultat courant, estimé à 38 000 €/UMO en 2018, serait en augmentation de +4% et +1 500 €/UMO par rapport à 2017, prolongeant ainsi une tendance déjà observée depuis 2014. Cette évolution est essentiellement liée à la poursuite de la convergence des aides découplées, dont l'impact est minoré par la hausse des charges de structure.

Les élevages du quart supérieur : plus grands, plus pastoraux et plus efficaces

Ils se caractérisent par des troupeaux un peu plus importants (600 brebis en moyenne), avec un peu moins de main-d'œuvre. Ils sont plus pâturant, avec une distribution de fourrage réduite à 140 kg MS/brebis (50% de moins que la moyenne du groupe) et ils mobilisent 10% de plus de surfaces pastorales. Ils sont aussi plus efficaces : pour une productivité numérique légèrement supérieure à la moyenne ils consomment moins de concentré (42 kg/brebis, soit 3,7 kg/kg produit, un niveau inférieur d'un tiers à la moyenne du groupe).

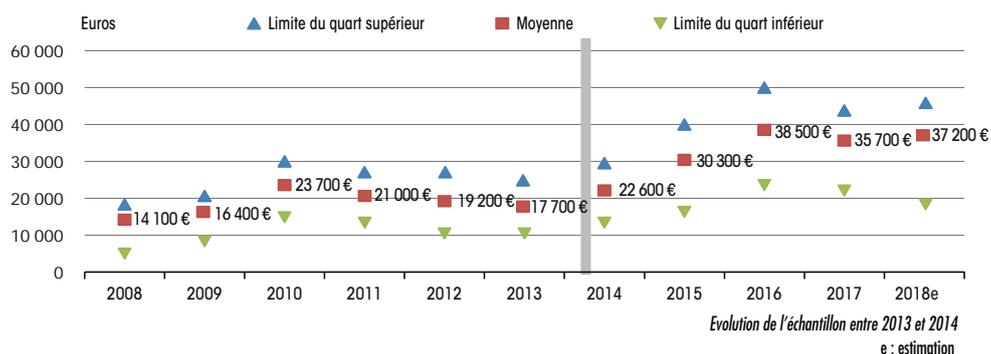
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

Le revenu continue à se redresser



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 159 ha de SAU dont 60 de SFP et 98 ha GC
- 517 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 46 EXPLOITATIONS



Les exploitations de ce système sont majoritairement situées dans les zones de polyculture élevage ou de cultures dominantes. Si les grandes cultures y mobilisent près des 2/3 de la SAU, l'atelier ovin n'y est pas marginal, avec un effectif moyen de plus de 500 brebis.

La possibilité de prélever une part importante des concentrés, et des agnelages de contre-saison prédominants, conduisent à une consommation importante, plus de 280 kg/brebis. Cette consommation est de nouveau en hausse de 20 kg/brebis, ce qu'on peut relier aux aléas climatiques de plus en plus fréquents. Rapportée à la productivité pondérale, elle atteint 11,4 kg par kg de carcasse produit.

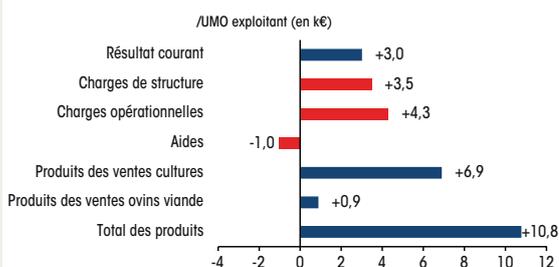
Le revenu continue à se redresser

Les rendements en céréales sont en légère baisse pour une majeure partie de la France, sauf pour l'Est, où l'on constate une petite augmentation, et pour le Sud, où le recul est plus conséquent, jusqu'à -15% dans le Sud-Est. Mais en moyenne la progression des prix de vente permettrait de compenser largement cette baisse des rendements, d'où une augmentation du produit des ventes de cultures de 6 900 €/UMO. De plus, la remontée du prix des agneaux au premier semestre favorise ces systèmes souvent orientés vers la production à contre-saison, permettant une amélioration du produit des ventes ovines de 900 €/UMO. Les charges opérationnelles et de structure seraient elles aussi en forte augmentation, de respectivement 4 300 €/UMO et 3 500 €/UMO. Malgré tout, le revenu s'améliorerait de 3 000 €/UMO, soit +14 % par rapport à 2017.

Quart supérieur : des structures plus grandes et plus chargées

En 2018, les exploitations du quart supérieur présentent des résultats techniques très proches de la moyenne, qu'il s'agisse de productivité des brebis ou de consommation de concentré. On peut toutefois pointer des structures un peu plus grandes (18 ha de plus /UMO, soit +22%) et des chargements plus élevés (+0,2 UGB/ha SFP), ce qui peut correspondre à une meilleure synergie entre ateliers ovins et cultures, d'autant plus que la consommation de fourrages stockés est plus faible (266 kg MS/brebis, soit 35 kg de moins que la moyenne).

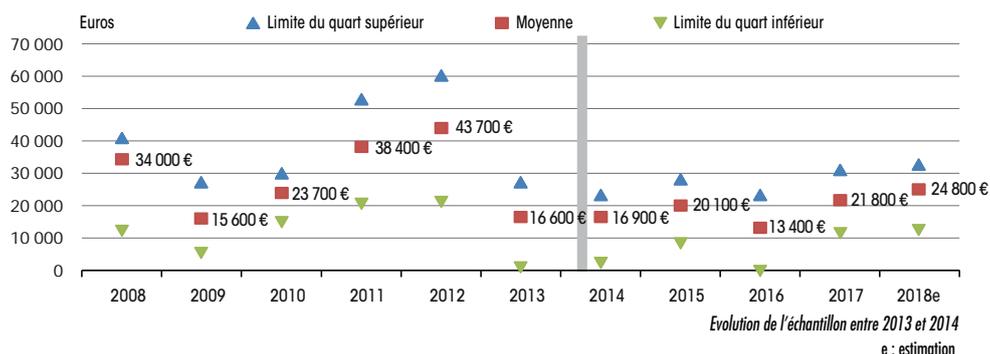
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

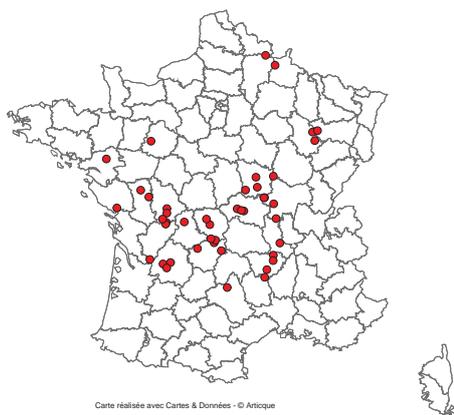
Nette dégradation du revenu



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 148 ha de SAU dont 131 ha de SFP
- 423 brebis allaitantes et 57 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 44 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont essentiellement situées sur une bande de territoire allant du nord de la Nouvelle-Aquitaine au Grand Est. Elles sont surtout de type herbager avec près de 90% de la SAU en prairies, et une production principale d'agneaux d'herbe. Quelques élevages de ce groupe se trouvent aussi en zone de cultures fourragères intensives, et d'autres en zone de montagne humide ou encore en zone pastorale. Avec 148 ha en moyenne et près de 2 UMO, les formes sociétaires sont bien représentées.

Des systèmes majoritairement herbagers

La part moyenne des grandes cultures dans la SAU est de 12%, et l'autonomie en concentré de ce groupe reste limitée (25%). La productivité numérique moyenne, 1,18 agneau par brebis, est proche de celle des systèmes spécialisés herbagers. La consommation de concentré est en moyenne de 178 kg par brebis, soit 8,4 kg par kg de carcasse produit.

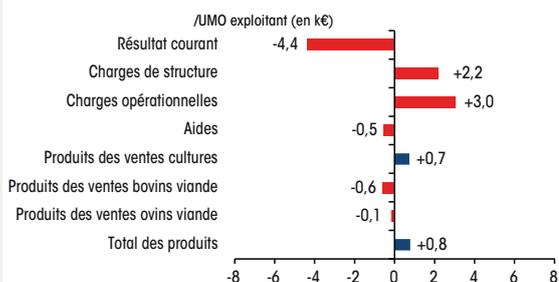
Un revenu en forte baisse

L'évolution des résultats économiques est marquée par une forte hausse des charges opérationnelles (+3 000 €/UMO) et des charges de structure (+2 200 €/UMO). Côté produits, la hausse des ventes de l'atelier cultures permettrait tout juste de compenser les pertes sur les aides et les ventes ovines et bovines. D'où une poursuite de la baisse du revenu, avec un niveau inférieur à 15 000 €/UMO en 2018.

Quart supérieur : moins de fourrage distribué et de concentré

Les élevages du quart supérieur se caractérisent par des surfaces plus grandes, avec plus de cultures, et une orientation bovine un peu plus affirmée. Ces exploitations se distinguent aussi par un chargement plus élevé (+0,1 UGB/moyenne), avec une consommation globale de fourrage par UGB supérieure à la moyenne du groupe, mais inférieure de 48 kg/brebis pour l'atelier ovin. À 7,9 kg de concentré/kg produit, la consommation de concentré est un peu inférieure à la moyenne.

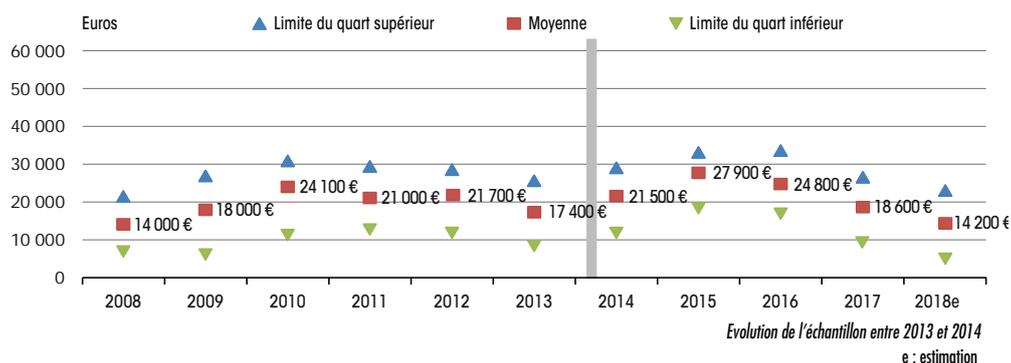
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DU BASSIN DE ROQUEFORT

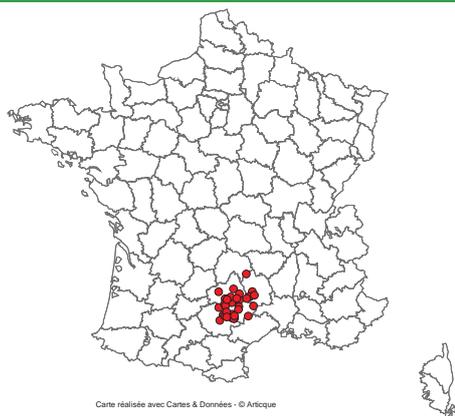
Pour la 3^{ème} année consécutive, érosion du résultat courant



DONNÉES REPÈRES

- 2,4 UMO totale dont 1,9 UMO exploitant
- 92 ha de SAU dont 71 ha de SFP
- 427 brebis, 121 300 litres de lait
- 74% d'exploitations spécialisées

LOCALISATION DES 35 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont situées dans la partie sud du Massif-Central, dans la zone de production de l'AOP Roquefort. Les surfaces sont consacrées à l'alimentation des troupeaux : la sole fourragère, composée de prairies représente plus de 75% de la SAU ; et les cultures de céréales qui complètent l'assolement sont autoconsommées. Plus d'un tiers des élevages suivis dispose également de parcours (135 ha en moyenne) utilisés par les brebis en fin de période de traite et à l'entretien.

Les brebis, de race Lacaune, produisent 290 litres en moyenne. Avec 121 300 litres de lait livré par exploitation, ces élevages se situent 15% au-dessus de la moyenne enregistrée pour la région Occitanie.

Production laitière en hausse

La campagne 2017-2018 a démarré avec des stocks de fourrages limités, amenant les éleveurs à accroître leurs achats. Et si l'automne 2017 a été relativement clément, par la suite un printemps trop pluvieux et un été trop chaud et trop sec n'ont pas été favorables à la pousse de l'herbe et au pâturage.

Dans un contexte d'augmentation de la collecte, la production par exploitation progresse de +5% en moyenne pour les élevages suivis en appui technique SIEOL⁽¹⁾, du fait d'une augmentation de la productivité des brebis. De plus, le prix des agneaux a également augmenté, suite à une forte baisse en 2017. Ainsi, le produit des ventes de l'atelier ovin lait devrait progresser de +5% en moyenne.

Baisse du résultat courant, à 24 000 € par UMO exploitant

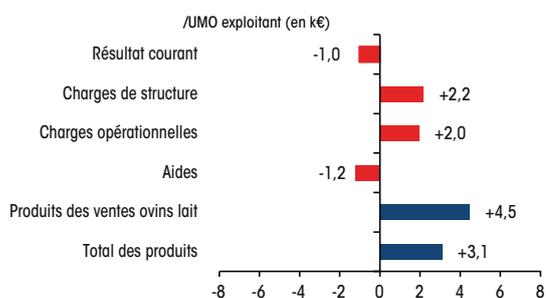
Malgré la progression du montant perçu au titre de l'ICHN (baisse du coefficient stabilisateur), le montant total des aides PAC est attendu à la baisse (-3%). En cause, l'incidence des nouvelles règles d'attribution des aides aux légumineuses fourragères qui excluent les associations avec des graminées, très fréquentes dans la zone. En 2017, plus de 80% des élevages suivis ont bénéficié de cette aide pour un montant moyen de près de 4 400 €.

L'année 2018 est également marquée par un retour à la hausse du prix des matières premières : sur la période qui correspond à la campagne laitière, l'IPAMPA lait de brebis augmente de +2,4%. En prenant en compte l'augmentation des quantités d'aliments achetés, on peut s'attendre à une progression de près de +5% des coûts opérationnels. Et sans anticiper d'éventuels investissements, les charges de structure augmentent de +3%. Au final, le résultat disponible diminuerait de 1 000 € par UMO exploitant, pour se situer autour de 24 000 €.

Comme les années précédentes, les éleveurs qui ont les meilleurs revenus (plus de 30 000 € par UMO exploitant) ont une très bonne maîtrise des charges, en particulier des charges de structure. Leur résultat courant représente 30% du montant total des produits, soit 10 points de mieux que l'ensemble des élevages de ce groupe.

(1) Système d'Information en Élevage Ovin Laitier.

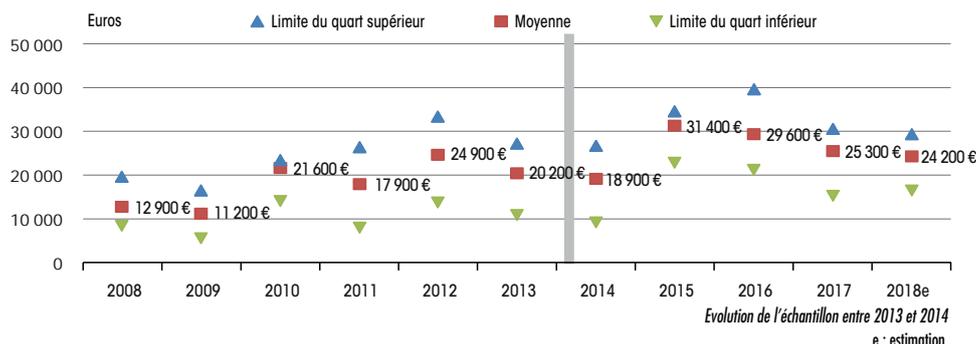
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

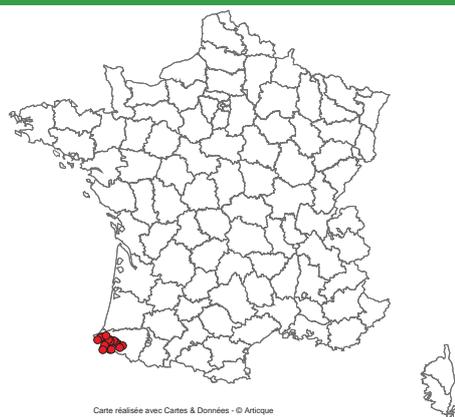
Stagnation du résultat courant



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 38 ha de SAU dont 36 ha de SFP
- 402 brebis présentes, 77 500 litres de lait
- 79% d'exploitations mixtes (22 VA dans ce cas)

LOCALISATION DES 24 EXPLOITATIONS



Localisées dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty, ces exploitations sont aussi souvent engagées dans la filière IGP agneaux de lait des Pyrénées. Leurs surfaces sont limitées : la surface agricole utile est de 38 ha en moyenne, essentiellement en prairies (93% de la SAU), complétée par l'accès à des surfaces pastorales : landes (11 ha en moyenne), estives collectives d'altitude.

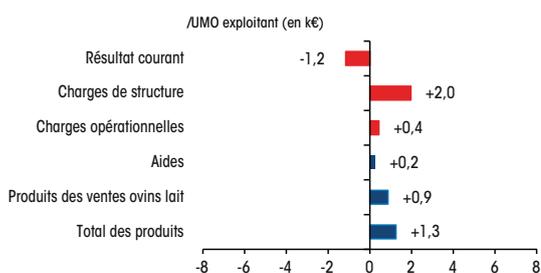
Les brebis, de races Manech à tête noire, à tête rousse ou Basco-béarnaises ont des niveaux de production élevés, 190 litres de lait par brebis en moyenne. Le volume de lait produit se situe autour de 77 500 litres de lait, soit 65% de plus que la moyenne départementale. Et comme la plupart des élevages de cette zone, près de 80 % des élevages sont mixtes, avec 22 vaches Blondes d'Aquitaine en moyenne en sus des brebis laitières.

Nouvelle augmentation des volumes de lait produit

Le début de la campagne se présentait sous un jour relativement favorable, avec des stocks de fourrages de qualité correcte, mais limités en quantité, et un automne propice à la sortie des troupeaux. Mais par la suite, les éleveurs ont dû composer avec un hiver 2017/2018 et un printemps très pluvieux, limitant l'accès au pâturage et obligeant à distribuer plus de stocks en bergerie. Pourtant, cette année encore, les éleveurs du bassin enregistrent une augmentation de leur production laitière : +2% en moyenne selon l'Interprofession.

Pour cette dernière campagne, on peut s'attendre à une évolution limitée du prix de lait : l'augmentation du prix de base de +10 € par 1 000 litres pour la plupart des laiteries devrait être annulée par une moindre qualité du lait. Et compte tenu de la baisse du prix des agneaux (-3% selon l'enquête faite par la Chambre d'Agriculture auprès des organisations de producteurs), le montant des ventes de l'atelier ovine devrait progresser de +1% seulement.

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

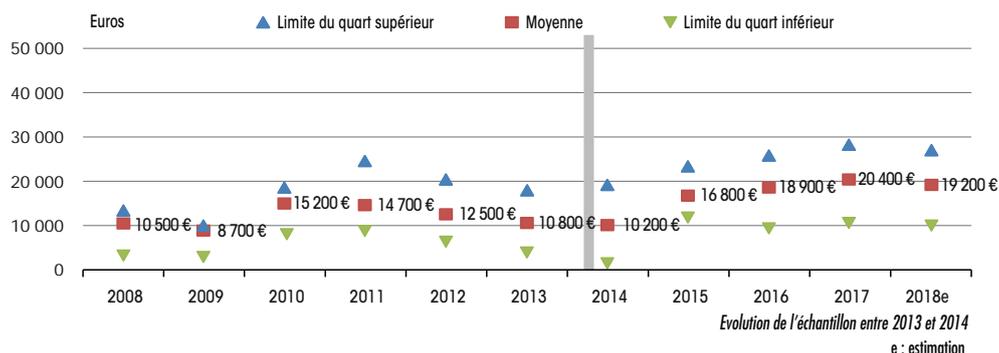
Le résultat courant repasserait en dessous de 20 000 €/UMO

L'évolution des résultats économiques est marquée par une hausse des charges opérationnelles (+1%) et des charges de structure (+4%). Sont particulièrement concernés les postes « matériel », en lien avec l'évolution du prix des carburants, et « main-d'œuvre » du fait de l'évolution prévue des cotisations sociales exploitant. Au final, le résultat courant devrait diminuer d'environ 1 000 € par UMO exploitant et repasser sous la barre des 20 000 € atteinte l'année précédente.

Un quart des exploitations suivies dégage un résultat courant supérieur à 27 000 € par UMO exploitant. Comme les années précédentes ces exploitations se caractérisent par une très bonne maîtrise de leurs charges et tout particulièrement de leurs charges de structure. Leur résultat courant représente 36% du produit d'exploitation, soit 15 points de mieux que l'ensemble des élevages du groupe.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

PERSPECTIVES 2019

Vers une stabilisation de la consommation en France ?

Alors que la production et la consommation européennes de viande ovine sont attendues en baisse en 2019, les abattages français pourraient repartir à la hausse, suite à l'augmentation du cheptel reproducteur fin 2018. La baisse des disponibilités dans les principaux pays exportateurs devrait néanmoins se traduire par le recul des importations françaises de viande ovine et on peut espérer une stabilisation de la consommation dans l'Hexagone. Les choix faits dans le cadre du « Brexit », non connus lors de la rédaction de ce dossier, pourraient toutefois fortement perturber l'équilibre des marchés européen et français en 2019.



FRANCE 2019

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

1000 téc	2016	2017	2018	2019 ^p	2019/18
Production contrôlée	83	82	82	84	+2%
Abattages contrôlés	83	81	81	83	+2%
Importations	91	92	91	89	-2%
Exportations	9	9	9	9	=
Consommation	165	164	163	163	=

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises



Brebis au pré

La consommation française de viande ovine pourrait se stabiliser en 2019.

En faisant l'hypothèse d'une légère hausse du cheptel ovin reproducteur fin 2018¹, et d'une stabilisation de la productivité numérique des brebis, les naissances d'agneaux devraient progresser dans les élevages français en 2019. Après avoir atteint des niveaux très élevés en 2017 et 2018, le taux de réforme et le taux de rétention d'agnelles sont en outre attendus en baisse, ce qui devrait conduire au recul des sorties d'ovins adultes et accentuer l'augmentation des sorties d'agneaux en 2019. Au total, la production française de viande ovine pourrait ainsi progresser de +2% par rapport à 2018, en supposant la stabilisation des poids carcasse moyens et des flux du commerce en vif.

Le repli des disponibilités au Royaume-Uni, en Irlande et en Nouvelle-Zélande, devrait toutefois conduire au recul des importations françaises de viande ovine², bien que l'on puisse s'attendre à une nouvelle hausse des envois espagnols. Les disponibilités en viande ovine consommables en France pourraient ainsi se stabiliser et se traduire par un maintien à la fois de la consommation et des exportations de viande ovine.

¹ Suite à la modification de l'échantillon d'exploitations et de la méthodologie de l'enquête cheptel du SSP en 2018, il n'est malheureusement pas possible de chiffrer exactement cette évolution.

² L'ensemble des prévisions présentées ici ont été réalisées avant que les modalités et la date définitive du « Brexit » ne soient connues. L'hypothèse a donc été faite d'un maintien des conditions de libre-échange entre le Royaume-Uni et le reste de l'Union européenne pour 2019. Toute modification de ces conditions d'échange rendrait donc de fait ces prévisions caduques.

OCÉANIE 2019

EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE (1000 TÉC)

NOUVELLE-ZÉLANDE	2016-17	2017-18	2018-19p	Variation
Exportations de viande ovine (campagnes d'octobre à septembre)	395	425	398	-6%

AUSTRALIE	2017	2018	2019p	Variation
Exportations de viande ovine	460	507	450	-11%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après *Beef & Lamb NZ, Trade Map et Meat & Livestock Australia*

(octobre 2018 à septembre 2019). Au total, les exportations néozélandaises de viande ovine devraient ainsi se replier de -6% par rapport à la campagne précédente. La poursuite de la croissance des importations chinoises pourrait en outre limiter encore davantage les volumes exportés vers l'Union européenne.

En **Australie**, la décapitalisation et les mauvaises performances de reproduction résultant de la sécheresse devraient également se traduire par un important recul de la production de viande ovine en 2019. D'après *Meat & Livestock Australia*, les exportations australiennes de viande ovine devraient chuter de -11% par rapport à 2017, avec notamment un repli marqué des envois de viande d'ovins adultes (-16% /2017). Le contingent européen d'importations de viande australienne restant très limité, il pourrait toutefois à nouveau rester quasiment rempli en 2019.

Chute attendue des exportations océaniques en 2019

En **Nouvelle-Zélande**, la baisse du cheptel ovin reproducteur en juin 2018 (-3% /juin 2017 à 19,1 millions de brebis et agnelles) a en effet conduit au recul des naissances d'agneaux pendant le printemps austral 2018, malgré une productivité numérique record grâce aux bonnes conditions climatiques. En prenant en compte le renouvellement du cheptel, *Beef + Lamb New Zealand* prévoit ainsi la contraction de respectivement -4% et -14% des envois de viande d'agneaux et de viande d'ovins adultes sur la campagne 2018-19

UNION EUROPÉENNE 2019

PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE (1000 TÉC)

ROYAUME-UNI (1000 téc)	2017	2018	2019p	2019/18
Abattages	299	289	286	-1%
Importations de viande ovine	83	81	77	-4%
Exportations de viande ovine	92	84	83	-1%
Consommation par bilan	290	285	280	-2%

IRLANDE (1000 téc)	2017	2018	2019p	2019/18
Abattages	67	68	66	-4%
Importations de viande ovine	5	5	5	-1%
Exportations de viande ovine	62	59	56	-4%
Consommation par bilan	10	15	14	-3%

ESPAGNE (1000 téc)	2017	2018	2019p	2019/18
Abattages	115	119	117	-1%
Importations de viande ovine	8	8	8	=
Exportations de viande ovine	37	41	41	=
Consommation par bilan	86	86	84	-1%

UNION EUROPÉENNE (1000 téc)	2017	2018	2019p	2019/18
Abattages	835	830	822	-1%
Importations de viande ovine	153	154	147	-5%
Exportations de viande ovine	30	25	24	-3%
Consommation par bilan	958	960	944	-2%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et AHDB - *Beef & Lamb*

La production européenne de viande ovine devrait légèrement reculer en 2019. La chute des importations de viande ovine, liée à la contraction des disponibilités océaniques, pourrait en outre accentuer le repli de la consommation.

La diminution du cheptel au Royaume-Uni, en Irlande et en Espagne devrait en effet peser sur la production européenne en 2019, en dépit de la hausse des abattages attendue en France.

Malgré un nouveau repli des exportations de viande ovine vers les pays tiers, la baisse des arrivées océaniques devrait se traduire par un nouveau recul de la consommation européenne.





DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2018
Perspectives 2019

N° 498
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Caprins 2018.

Perspectives 2018. N° 497 - Mars 2019

Dossier annuel Bovins lait 2018.

Perspectives 2019. N° 496 - Février 2019

Dossier annuel Bovins viande 2018.

Perspectives 2019. N° 495 - Janvier 2019

Dossier Le lait dans les montagnes

en France et en UE. N° 494 - Décembre 2018

Dossier à paraître. Ukraine : les productions

animales. N° 493 - Novembre 2018

Dossier Chine. La filière laitière.

N° 492 - Octobre 2018

Dossier Espagne. La filière laitière caprine.

N° 491 - Septembre 2018

Dossier marchés mondiaux des produits

laitiers en 2017. Perspectives 2018. N° 490 -

Juin 2018

Dossier marché mondial de la viande

bovine 2017. Perspectives 2018. N° 489 -

Mai 2018



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez (mariposarts@free.fr)

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : 1^{ère} et 3^{ème} Couverture ©Gaëlle Grivel - P2 ©Lacaune-Fotolia - P2 ©Carcasses CIRPO - P2 ©Gigot Interbev - P5 ©Fotolia-microstocker_87153570_M - P5 ©cfeb009539 fotosearch - P6 ©Jean-Marc Arranz GIS64 - P10 & 39 ©Laurence Geffroy/Pâtre - P12 TechOvin©Thierry Laporte (272) - P19 ©Evrenkalinbacack_Fotolia - ©P31 OV fourrager_A. Gouedard CA 35 - ©P32 OV herbager_O. Pagnot CA 86 - P33 ©36 FROSE - P34 ©OV-Cultures_V. Bellet/Institut de l'élevage - P35 ©OV-BV_V. Bellet/Institut de l'élevage - ©P2-3-4-5-13-23-36-37-38 DR/Institut de l'élevage -

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0019501010

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE